



Banque  
européenne  
d'investissement

*La banque de l'UE*

Union européenne

Vue d'ensemble

ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

2018



Enquête du Groupe BEI sur l'investissement  
et le financement de l'investissement  
Synthèse par pays

Union européenne



*La banque de l'UE*

## **Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement : vue d'ensemble de l'UE**

© Banque européenne d'investissement (BEI), 2018. Tous droits réservés.

### **À propos de l'enquête de la BEI sur l'investissement (EIBIS)**

L'enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement est une étude annuelle sans équivalent menée dans l'ensemble de l'UE auprès de quelque 12 350 entreprises. Elle permet de collecter des données sur les caractéristiques et les résultats des entreprises, sur leurs investissements antérieurs et leurs projets pour l'avenir, ou encore sur leurs sources ou leurs problèmes de financement, et sur les autres défis qu'elles doivent relever. Basée sur un échantillonnage stratifié, l'enquête EIBIS est représentative à l'échelle de l'ensemble des 28 États membres de l'UE, ainsi qu'au niveau des catégories d'entreprises de différentes tailles (des microentreprises aux grandes entreprises) et de quatre grands secteurs. Elle vise à rassembler un éventail d'observations permettant l'analyse de séries chronologiques, observations qui peuvent aussi porter sur le bilan et les comptes de résultat des entreprises. L'enquête EIBIS est conçue et gérée par le département Analyses économiques de la BEI, avec le soutien conceptuel et opérationnel d'Ipsos MORI. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site suivant : <http://www.bei.org/eibis>.

### **À propos de la présente publication**

Le présent rapport à l'échelle de l'UE offre une vue d'ensemble d'une série s'intéressant à chacun des 28 États membres de l'UE. Ces documents ont pour objet de fournir un aperçu des données qui soit facilement consultable. Aux fins de ces publications, les données sont pondérées en fonction de la valeur ajoutée afin de mieux refléter la contribution des différentes entreprises à l'activité économique. Contact : [eibis@eib.org](mailto:eibis@eib.org).

### **À propos du département des affaires économiques de la BEI**

Le département des affaires économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

### **Principal contributeur à la présente publication**

Philipp-Bastian Brutscher.

### **Clause de non-responsabilité**

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

### **À propos d'Ipsos Public Affairs**

Ipsos Public Affairs travaille en étroite collaboration avec des autorités nationales, des services publics locaux et le secteur des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Son personnel, composé d'environ 200 chercheurs basés à Londres et à Bruxelles, étudie principalement des questions ayant trait aux politiques et aux services publics. Ces chercheurs disposent chacun de compétences spécialisées dans un domaine particulier du secteur public, de sorte qu'Ipsos Public Affairs possède une connaissance fine des domaines concernés et des enjeux stratégiques y afférents. Ces atouts, combinés à son savoir-faire en matière de méthodologie et de communication, permettent à ses travaux de recherche d'éclairer de manière décisive les décideurs et les collectivités.

# ENQUÊTE EIBIS 2018 – VUE D'ENSEMBLE DE L'UE

## Union européenne

Cette vue d'ensemble de l'UE présente des conclusions fondées sur des entretiens téléphoniques menés en 2018 (d'avril à août) auprès de quelque 12 350 entreprises dans l'Union européenne.

### Principaux résultats

<b>Contexte macroéconomique</b>	<b>L'activité globale d'investissement a repris, mais les conséquences d'une décennie de sous-investissement perdurent.</b> L'investissement global a retrouvé les moyennes à long terme d'avant la crise, mais une décennie de sous-investissement a entraîné un déficit au niveau des stocks de capital. Les investissements sont de mieux en mieux répartis entre les différentes catégories d'actifs et les différents secteurs institutionnels, même si les secteurs du logement et des administrations publiques restent en-deçà des niveaux d'avant la crise. Les disparités régionales sont particulièrement marquées.
<b>Perspectives d'investissement</b>	<b>Les perspectives d'investissement restent positives pour les entreprises.</b> Quarante-sept pour cent des entreprises ont investi en 2017. Pour 2018, la proportion des entreprises qui anticipent une (nouvelle) augmentation des activités d'investissement est supérieure à la proportion des entreprises prévoyant une contraction. Ce constat se vérifie pour l'UE dans son ensemble comme pour la grande majorité des pays membres pris individuellement.
<b>Activité d'investissement</b>	<b>Les activités d'investissement restent principalement axées sur le remplacement de capacités, mais les priorités des entreprises évoluent lentement.</b> L'augmentation des investissements par rapport à l'année précédente a porté pour l'essentiel sur le renforcement des capacités.
<b>Déficit d'investissement perçu</b>	<b>Seize pour cent des entreprises affirment avoir trop peu investi au cours des trois dernières années.</b> Ce résultat, similaire à celui de l'exercice précédent (15 %), met en évidence des besoins d'investissement plus élevés que prévu face à des perspectives d'activité positives. Les entreprises estiment que 44 % de leurs machines et équipements sont à la pointe de la technologie et que 37 % de leur parc immobilier commercial est conforme à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique.
<b>Entraves à l'investissement</b>	<b>Le manque de main-d'œuvre disposant des compétences adéquates ainsi que l'incertitude quant à l'avenir</b> restent les principales entraves à l'investissement pour les entreprises au sein de l'UE. La disponibilité de personnel possédant les compétences adéquates est citée par 77 % des entreprises, contre 72 % il y a un an. Les entreprises au sein de l'UE estiment qu'en moyenne, 7 % de leurs employés ne possèdent pas les compétences adéquates pour répondre aux besoins actuels de l'entreprise ; cela suggère des difficultés au niveau du recrutement du personnel (plutôt que du personnel en poste). Les réglementations applicables au marché du travail et aux entreprises restent une entrave à l'investissement pour quelque 70 % des entreprises de l'UE.
<b>Financements externes</b>	<b>Cinq pour cent des entreprises sont restreintes dans leurs possibilités de financement.</b> Il s'agit de la proportion des entreprises qui ont exprimé leur insatisfaction à l'égard du montant du financement qu'elles ont obtenu, qui ont vu leur demande de financement rejetée ou qui n'ont pas sollicité de financement estimant que les coûts d'emprunt étaient trop élevés ou que leur demande serait rejetée. Ce chiffre s'inscrit en baisse par rapport à celui de l'exercice précédent (7 %).
<b>Résultats des entreprises</b>	<b>La productivité des entreprises</b> diffère sensiblement selon les pays de l'UE, sachant que le Luxembourg et le Danemark enregistrent la proportion la plus élevée d'entreprises faisant partie du premier quintile de productivité au sein de l'UE.

# DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

## ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

Près de neuf entreprises sur dix (87 %) ont investi dans l'UE au cours du dernier exercice financier. Ce résultat est supérieur à celui de l'enquête EIBIS 2017 (84 %). Les grandes entreprises ont été proportionnellement plus nombreuses à investir (91 %) que les PME (83 %).

L'intensité d'investissement médiane (soit les dépenses d'investissement par employé) est plus élevée dans le secteur des infrastructures et plus faible dans les secteurs de la construction et des services.

La proportion des entreprises qui investissent est la plus élevée au Danemark et en Finlande (95 % dans ces deux pays), en Slovénie (94 %), en Tchéquie, aux Pays-Bas et en Suède (91 % pour tous ces pays). La proportion des entreprises qui investissent est la plus faible en Grèce et en Bulgarie (64 % dans ces deux pays).

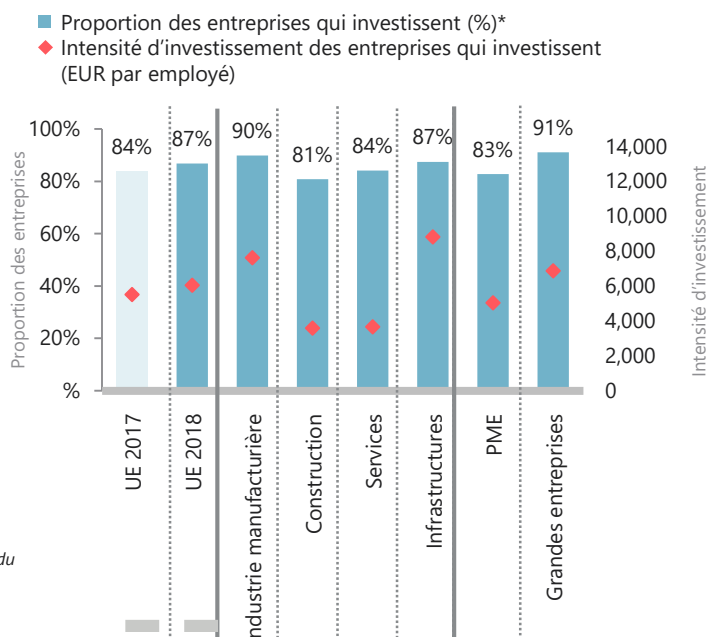
\* Les barres bleues indiquent la proportion des entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.

Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement.

L'intensité d'investissement est l'investissement médian par employé réalisé par les entreprises qui investissent.

L'intensité d'investissement est rapportée en termes réels en utilisant le déflateur de la FBCF d'Eurostat (référence : vague d'enquête 2016).

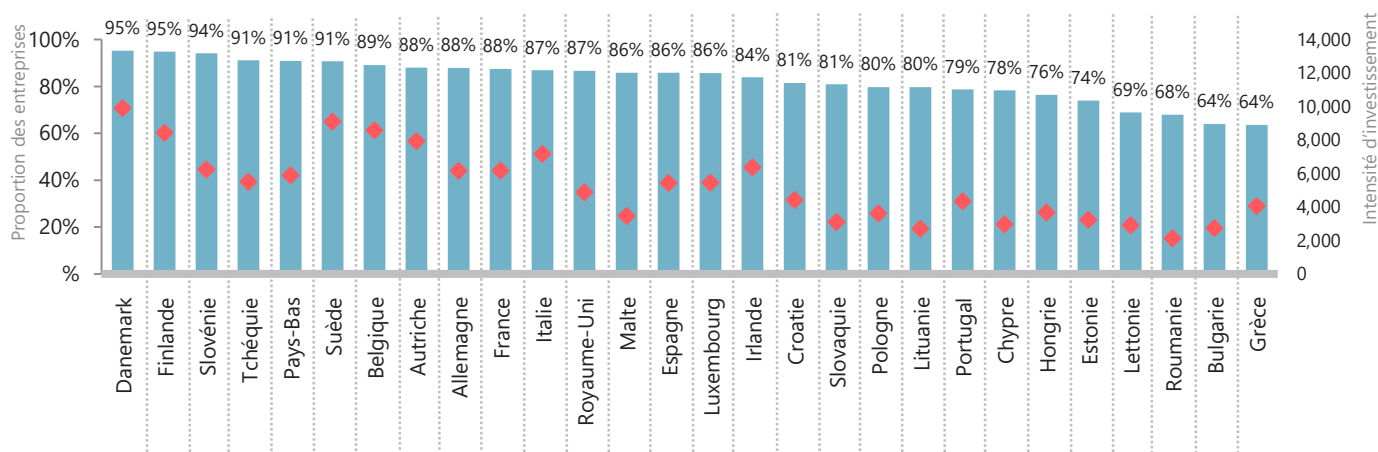
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

■ Proportion des entreprises qui investissent (%)

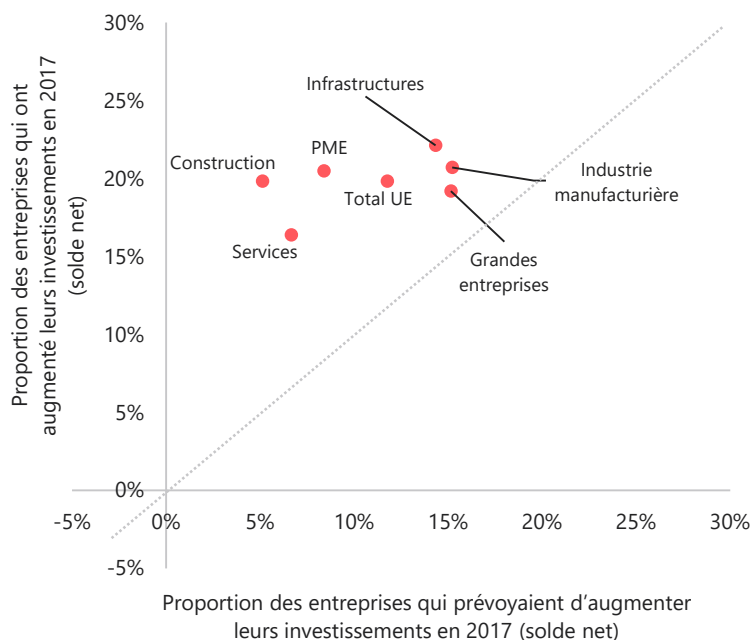
◆ Intensité d'investissement des entreprises qui investissent (EUR par employé)



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

## ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT ET MONTANTS RÉALISÉS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER



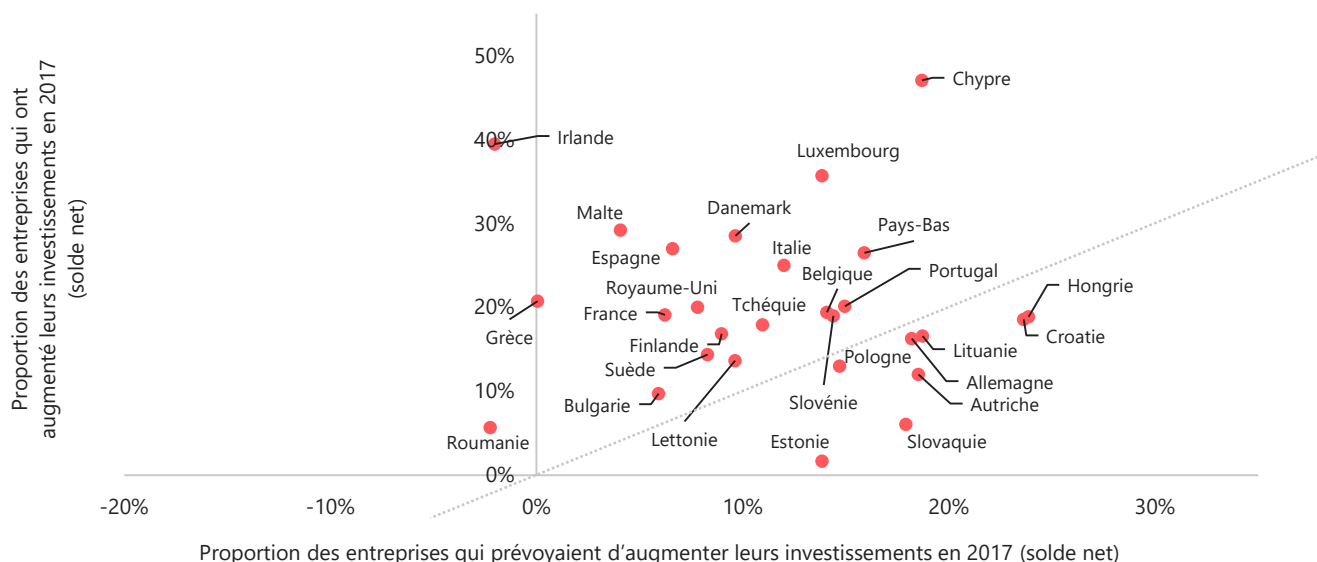
L'activité d'investissement enregistrée au cours du dernier exercice financier a dépassé les anticipations. Les données des anticipations d'investissement des entreprises pour 2017 (recueillies au cours de la précédente vague d'enquête – EIBIS 2017) sont comparées aux données de l'activité réalisée en 2017 (recueillies au cours de la vague d'enquête actuelle – EIBIS 2018).

Globalement, l'activité d'investissement a dépassé les anticipations pour 2017, sachant que les entreprises du secteur de la construction présentent l'écart le plus important (solde net de +5 % au niveau des prévisions d'investissement et de +20 % au niveau des investissements réalisés).

Dans la majorité des pays de l'UE (20 pays sur 28), les entreprises ont davantage investi que ce qu'elles avaient anticipé. C'est en Irlande que les résultats des entreprises ont dépassé le plus largement les anticipations.

Échantillon : toutes les entreprises.

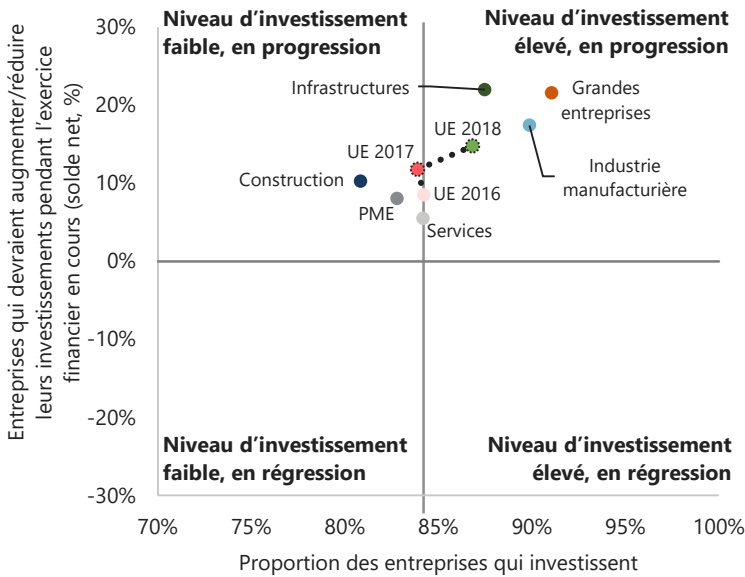
## ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT ET MONTANTS RÉALISÉS PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER



Échantillon : toutes les entreprises.

# DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

## CYCLE D'INVESTISSEMENT



Pour l'avenir, les anticipations des entreprises demeurent positives. La plupart des pays de l'UE se situent dans les quadrants « niveau d'investissement faible, en progression » ou « niveau d'investissement élevé, en progression » du cycle d'investissement.

L'Irlande est le seul pays de l'UE où les entreprises sont majoritairement pessimistes (et non optimistes) quant à leurs perspectives d'investissement, ce qui tient très probablement au contexte incertain lié au Brexit.

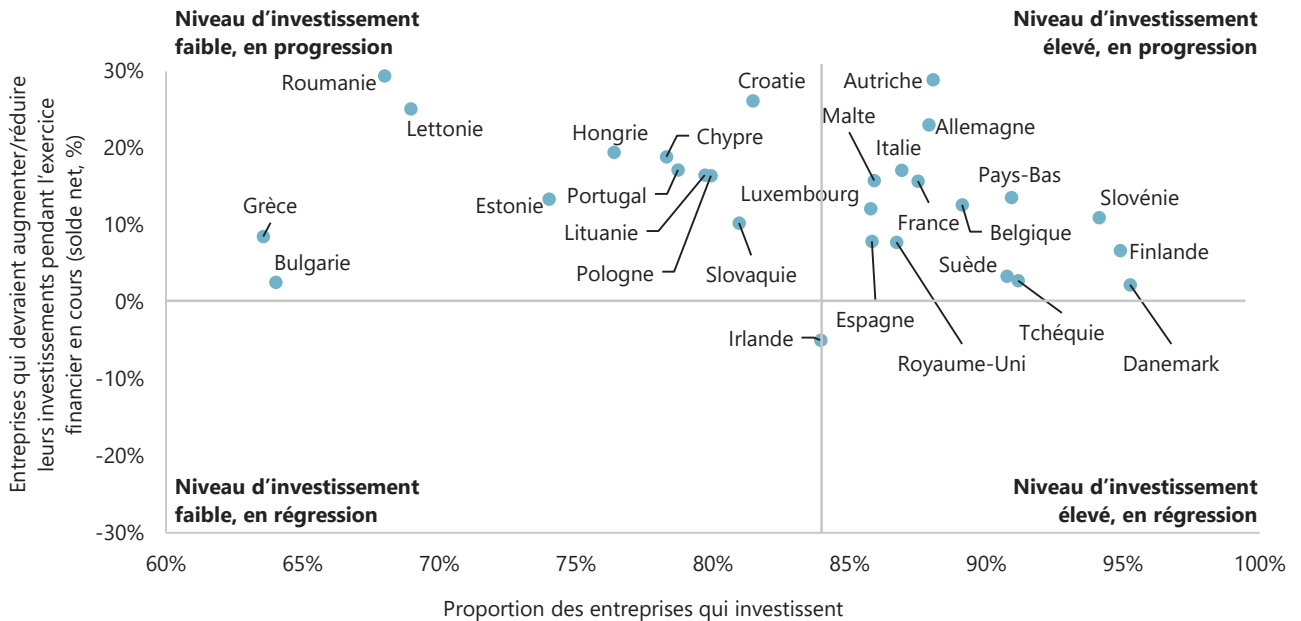
Les grandes entreprises ainsi que les entreprises de l'industrie manufacturière et du secteur des infrastructures sont les plus solidement établies dans le quadrant « niveau d'investissement élevé, en progression ».

Échantillon : toutes les entreprises.

La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR.

Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

## CYCLE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR.

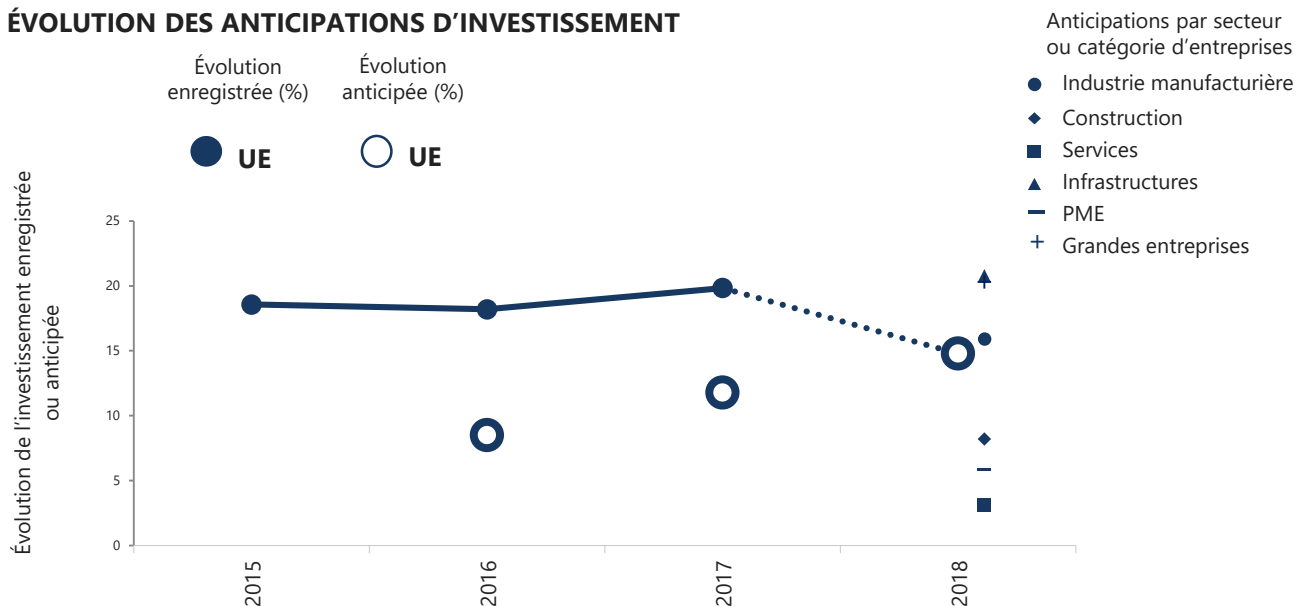
Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2018 : vue d'ensemble de l'UE



# DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

## ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT



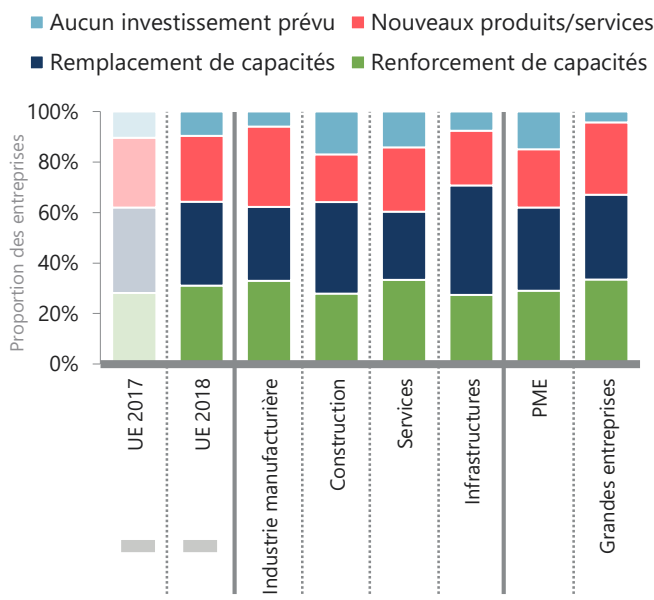
Échantillon : toutes les entreprises.

Le terme « évolution enregistrée » recouvre la proportion des entreprises qui ont investi plus, minorée de la part de celles qui ont investi moins ; le terme « évolution anticipée » recouvre la part des entreprises qui prévoient ou prévoyaient d'investir plus, minorée de la part de celles qui prévoient ou prévoyaient d'investir moins.

Au cours des trois dernières années, les entreprises ont été de plus en plus nombreuses à se montrer optimistes quant à leurs anticipations d'investissement. Le solde entre les entreprises qui augmentent leurs activités d'investissement et les entreprises qui les réduisent a été positif et constamment supérieur aux anticipations formulées lors de l'enquête précédente, ce qui semble indiquer une certaine prudence dans les prévisions des entreprises.

# DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT (% des entreprises)



Pour les trois années à venir, le remplacement de capacités reste la priorité d'investissement la plus souvent citée. Néanmoins, la proportion des entreprises qui considèrent le remplacement de capacités comme leur priorité a reculé de 40 % à 33 % depuis la première vague d'enquête (EIBIS 2016).

Le renforcement des capacités pour des produits ou des services existants, cité par 31 % des entreprises, arrive au deuxième rang des priorités d'investissement, en hausse par rapport à l'année précédente (28 %). Parmi les pays de l'UE, c'est en Slovaquie (46 %), en Croatie (44 %) et en Slovénie (42 %) que la proportion des entreprises signalant le renforcement des capacités comme leur principale priorité d'investissement pour l'avenir est la plus élevée.

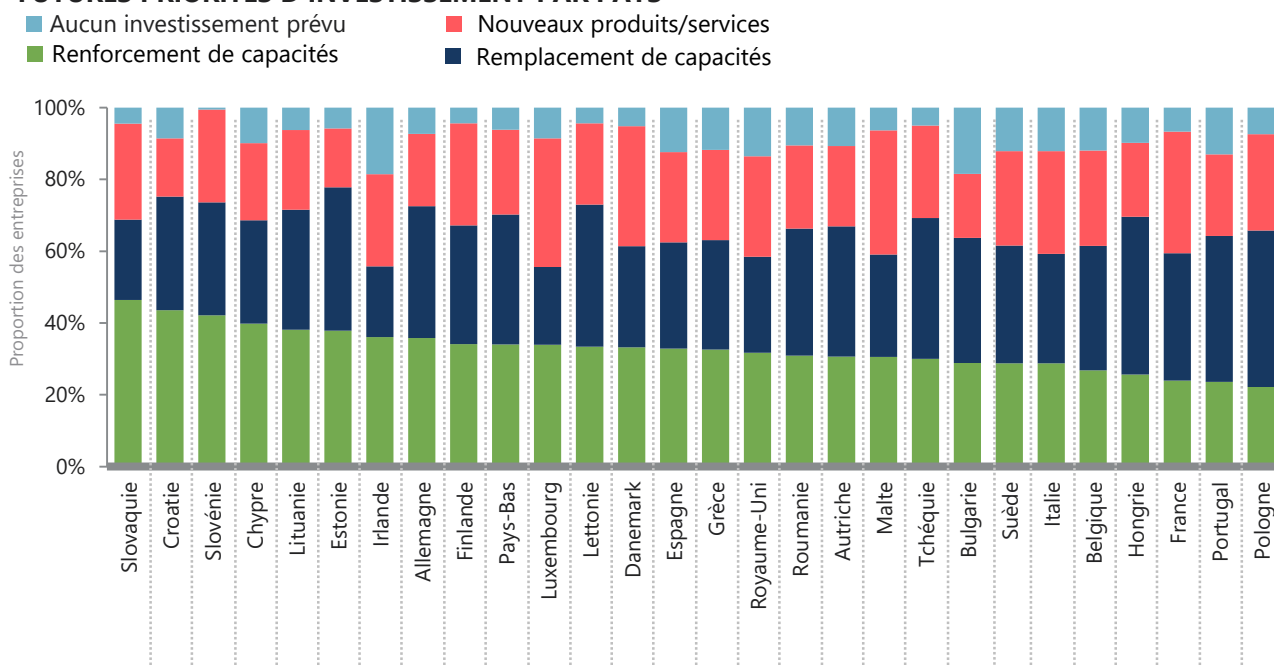
Plus de 30 % des entreprises au Luxembourg, à Malte, en France et au Danemark considèrent l'investissement dans le développement ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services comme leur priorité.

En Irlande et en Bulgarie, près de 20 % des entreprises n'ont aucun plan d'investissement pour les trois années à venir.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) le développement ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

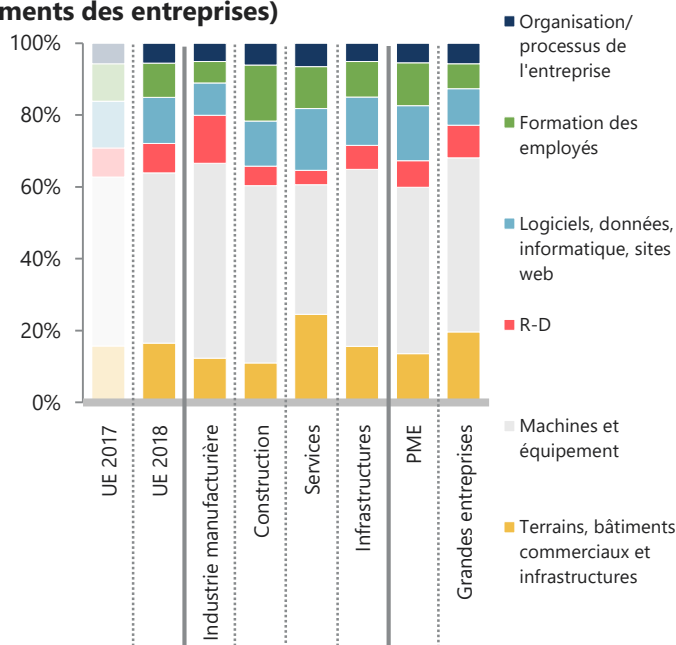
# PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

## DOMAINES D'INVESTISSEMENT (% des investissements des entreprises)

Au cours du dernier exercice financier, la plupart des investissements des entreprises au sein de l'UE ont été consacrés aux machines et équipements (47 %), devant les bâtiments et infrastructures (16 %) et les logiciels, données et activités informatiques (13 %). Ces résultats correspondent à ceux des deux enquêtes précédentes.

Les activités d'investissement diffèrent selon le secteur et la catégorie d'entreprises. Les entreprises de l'industrie manufacturière et les grandes entreprises allouent une proportion moindre de leurs investissements aux actifs incorporels (R-D, logiciels, formation et processus de l'entreprise) et une proportion plus élevée aux actifs corporels (terrains et bâtiments commerciaux, ainsi que machines et équipement).

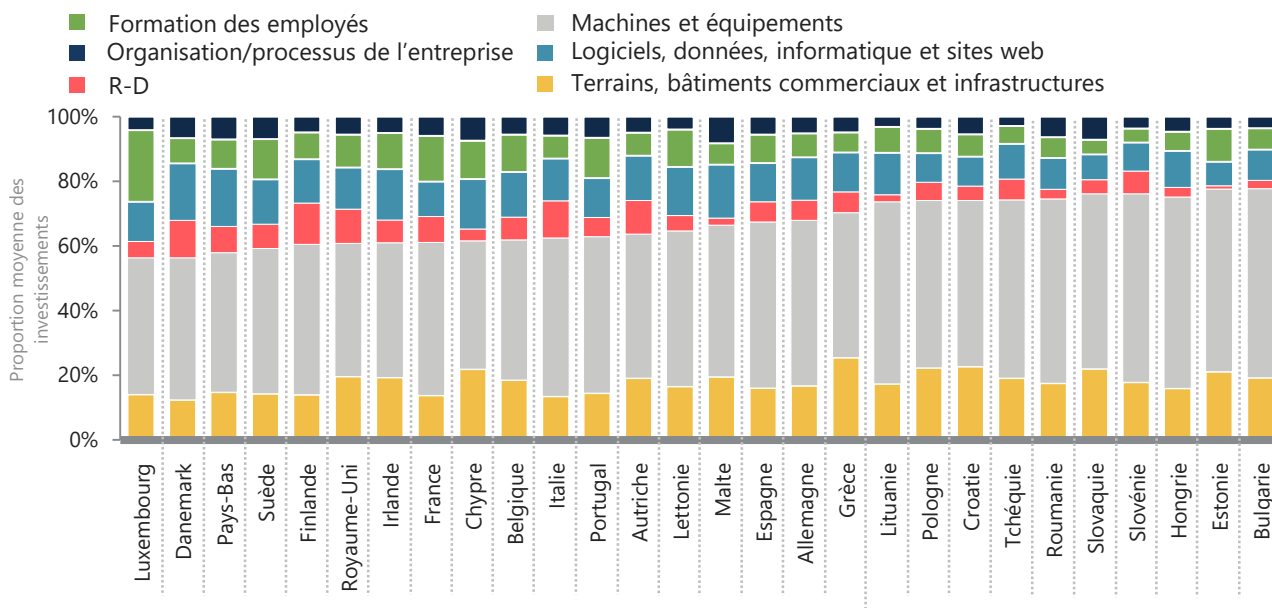
Les entreprises en Bulgarie, en Estonie et en Hongrie allouent aux actifs incorporels la proportion de leurs investissements la plus faible. La proportion des investissements consacrés aux actifs incorporels est la plus élevée au Luxembourg, au Danemark et aux Pays-Bas.



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

## DOMAINES D'INVESTISSEMENT PAR PAYS

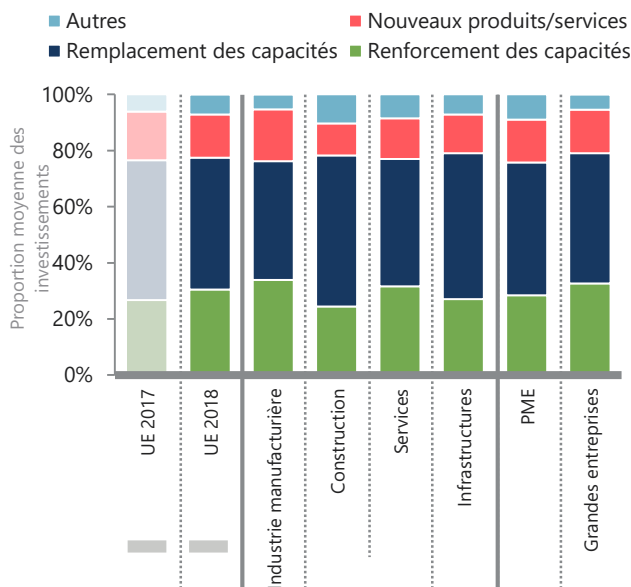


Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

# PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS (% des investissements des entreprises)



Près de la moitié des dépenses d'investissement enregistrées au cours du dernier exercice financier ont été consacrées au remplacement d'immeubles et équipements (47 %). La part des investissements de remplacement va de 42 % dans l'industrie manufacturière à 54 % dans le secteur de la construction.

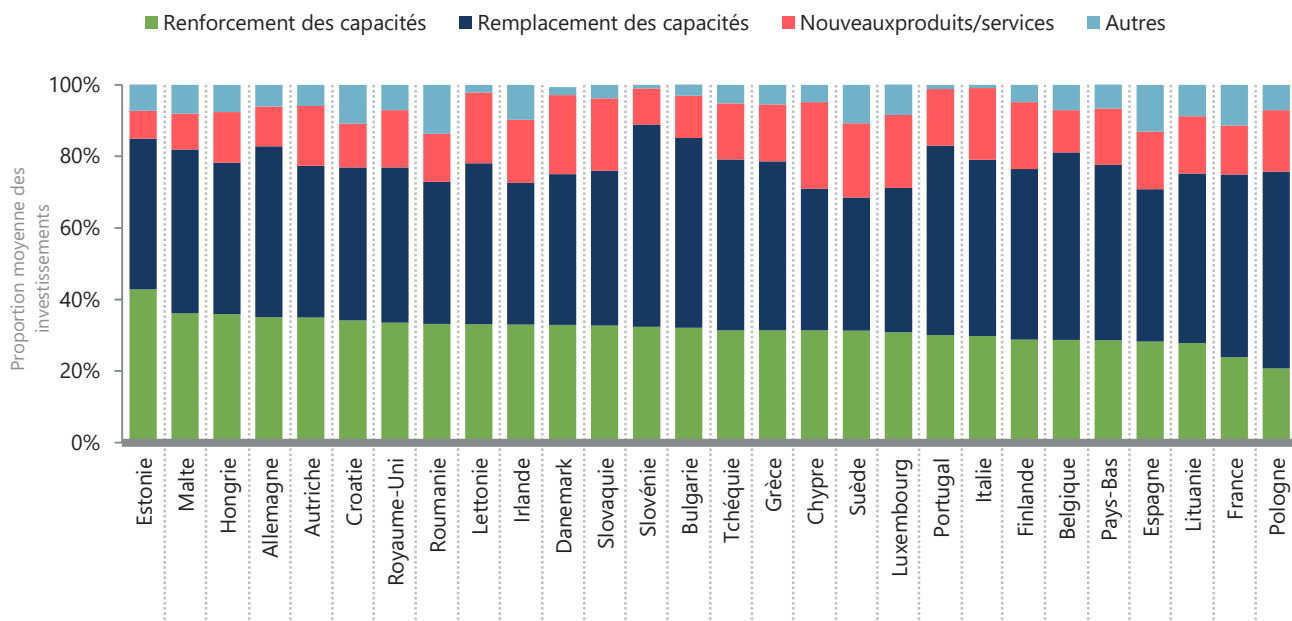
Le renforcement des capacités est la deuxième finalité des activités d'investissement (31 %), s'inscrivant en hausse par rapport à l'enquête EIBIS 2017 (27 %).

La proportion des entreprises qui investissent dans le renforcement des capacités est la plus élevée en Estonie (43 %), à Malte et en Hongrie (36 % pour les deux pays).

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER (% des investissements des entreprises)



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2018 : vue d'ensemble de l'UE

# PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

## ACTIVITÉS D'INNOVATION

Une entreprise sur trois (34 %) a développé ou mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de ses activités d'investissement, ce qui est quasi équivalent aux activités d'innovation ressortant des deux enquêtes précédentes.

Six pour cent des entreprises indiquent avoir commercialisé une innovation sans équivalent sur le marché mondial.

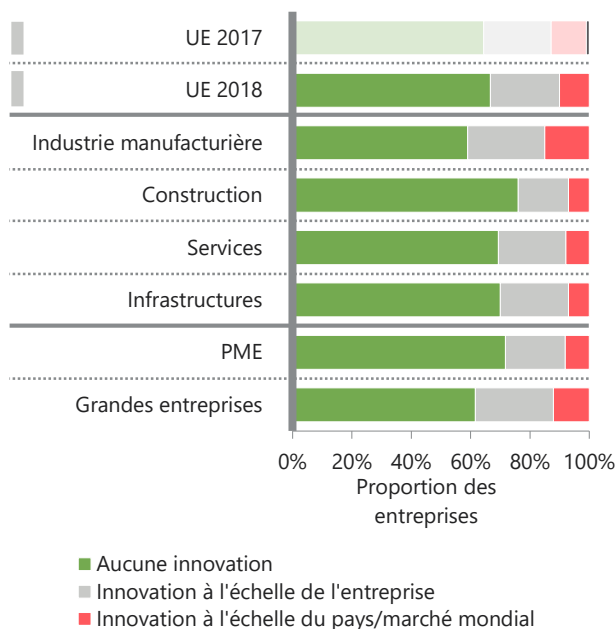
Les entreprises du secteur de la construction sont les moins susceptibles d'avoir entrepris une innovation (24 %), tandis que les entreprises de l'industrie manufacturière sont les plus susceptibles d'avoir développé mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services (41 %) au cours du dernier exercice financier.

Les entreprises en Grèce et en Estonie ont enregistré les niveaux d'innovation les plus bas.

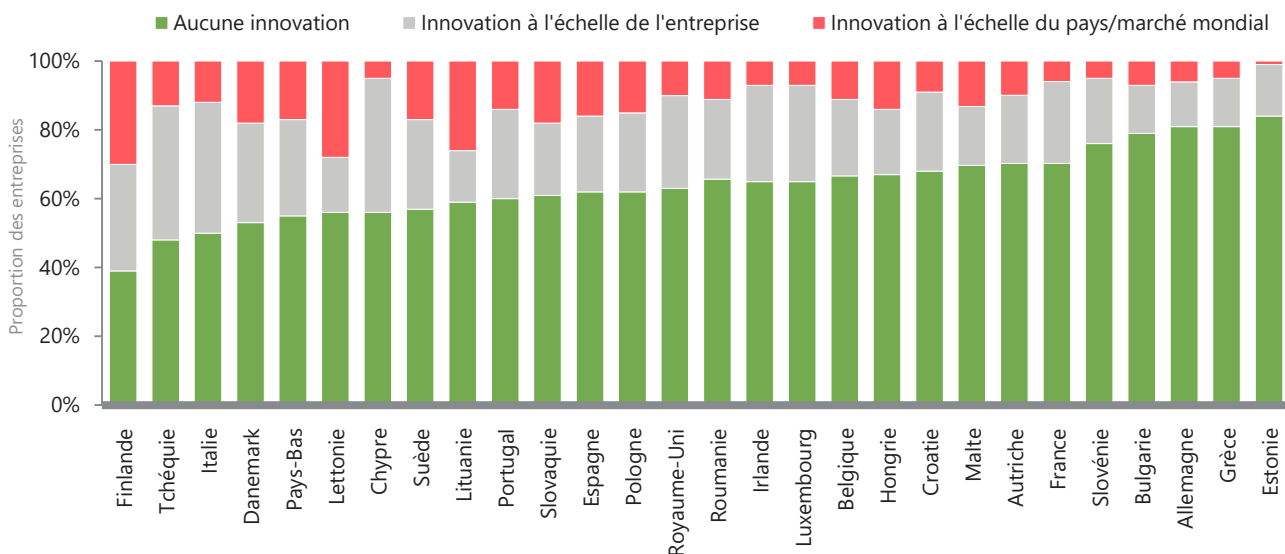
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?



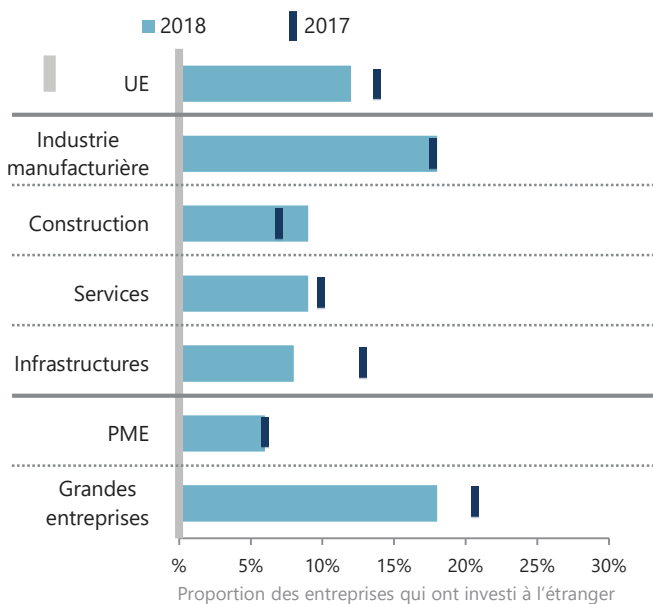
## ACTIVITÉS D'INNOVATION PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

## INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER



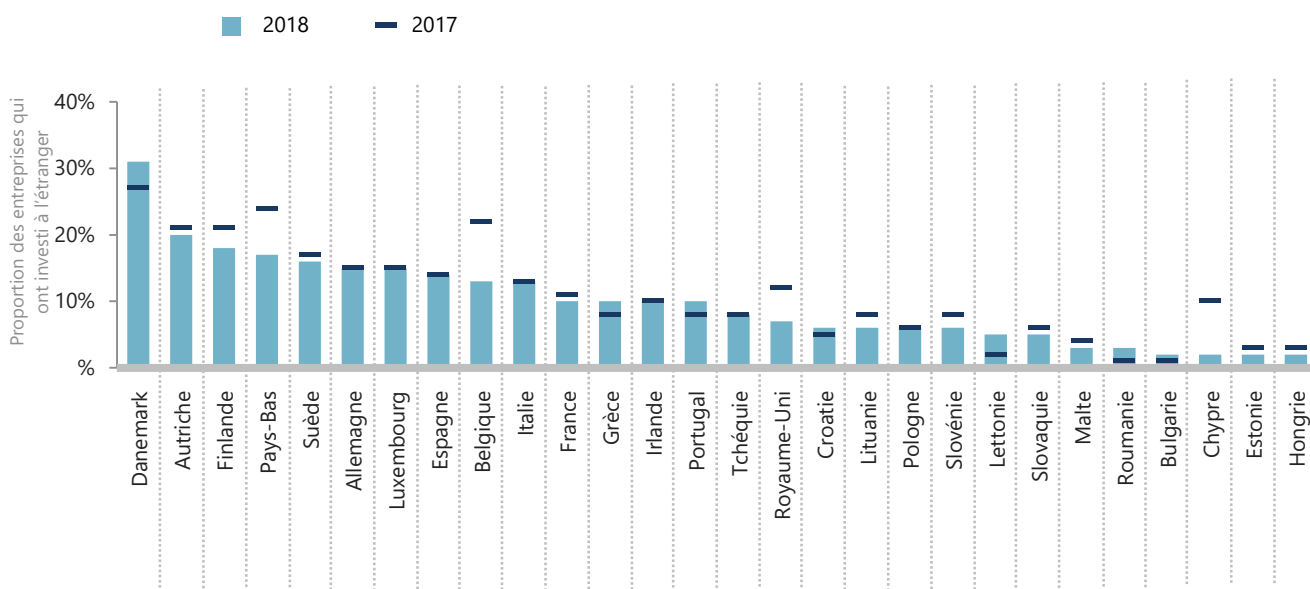
Parmi les entreprises qui investissent, 12 % l'ont fait dans un autre pays, contre 14 % dans l'enquête EIBIS 2017.

Les entreprises de l'industrie manufacturière sont les plus susceptibles d'investir à l'étranger (18 %, inchangé par rapport à l'enquête EIBIS 2017). Les entreprises du secteur des infrastructures (8 %) et les PME (6 %) sont les moins susceptibles d'investir dans un autre pays.

Les entreprises au Danemark sont les plus susceptibles d'investir à l'étranger (31 %), un résultat conforme à celui de l'enquête précédente, suivi par l'Autriche (20 %), la Finlande (18 %) et les Pays-Bas (17 %).

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.  
Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise a-t-elle investi dans un autre pays ?

## INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.

# BESOINS D'INVESTISSEMENT

## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU

Environ trois entreprises sur quatre (77 %) indiquent avoir investi un volume en rapport avec leurs besoins au cours des trois dernières années, un résultat similaire à celui de l'enquête EIBIS 2017 (79 %).

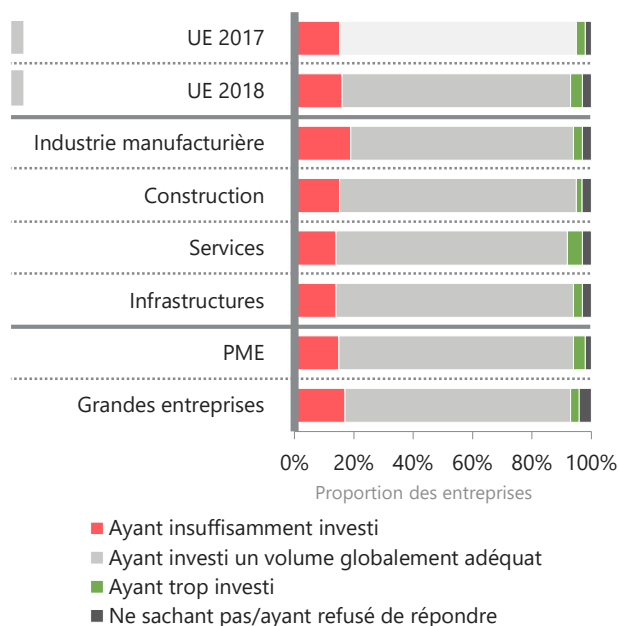
Une entreprise sur six (16 %) estime avoir insuffisamment investi, contre 15 % il y a un an.

Une entreprise sur trois en Lituanie (33 %) estime avoir insuffisamment investi au cours des trois dernières années, devant la Slovénie (29 %) et la Lettonie (25 %).

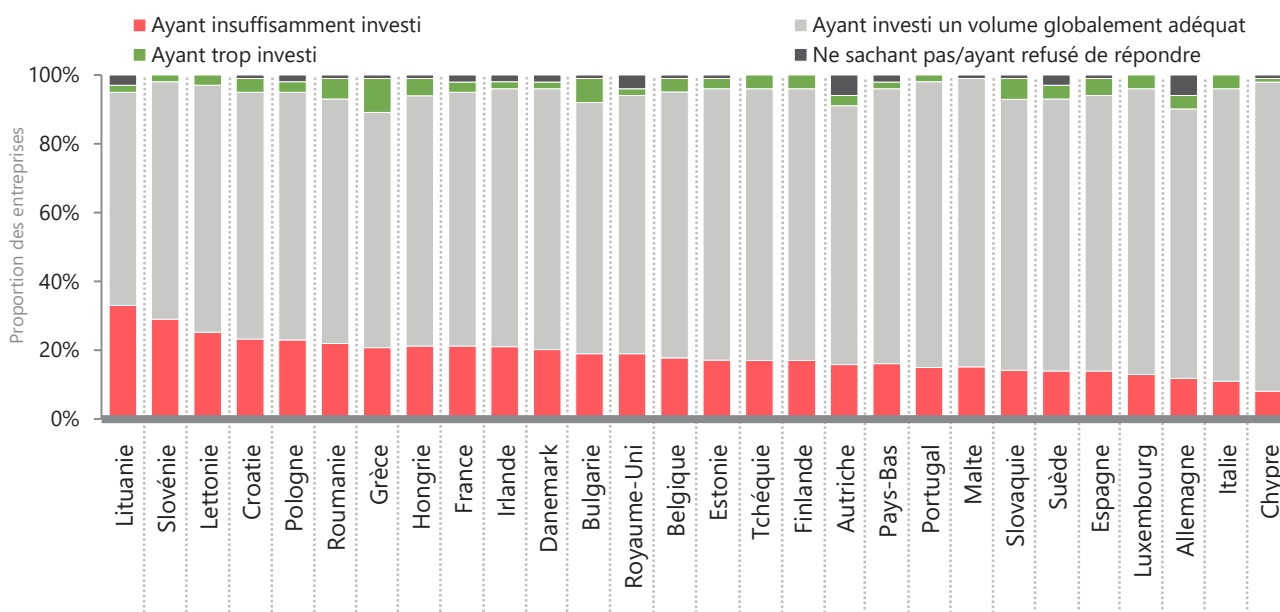
À l'inverse, près de neuf entreprises sur dix en Italie (89 %) et 85 % des entreprises à Chypre déclarent que leur activité d'investissement correspondait à leurs besoins. Une entreprise sur dix en Grèce (10 %) déclare avoir trop investi.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans).

Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?



## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans).

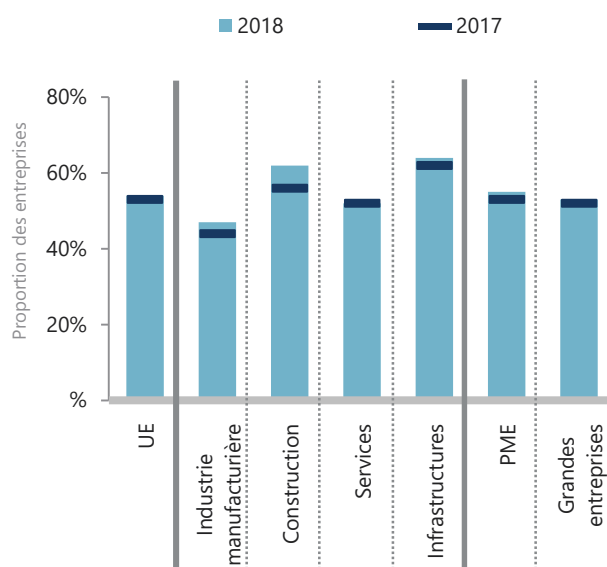
# BESOINS D'INVESTISSEMENT

## PROPORTION DES ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ

Plus de la moitié des entreprises de l'UE (54 %) déclarent avoir fonctionné à pleine capacité ou au-delà, ce qui correspond aux données de l'enquête précédente.

Les entreprises du secteur des infrastructures sont les plus susceptibles de fonctionner à pleine capacité ou au-delà, soit six entreprises sur dix (64 %), devant les entreprises du secteur de la construction (62 %). Les entreprises de l'industrie manufacturière (47 %) sont les moins susceptibles de déclarer fonctionner à pleine capacité ou au-delà. Cette répartition est conforme aux résultats des enquêtes EIBIS 2017 et EIBIS 2016.

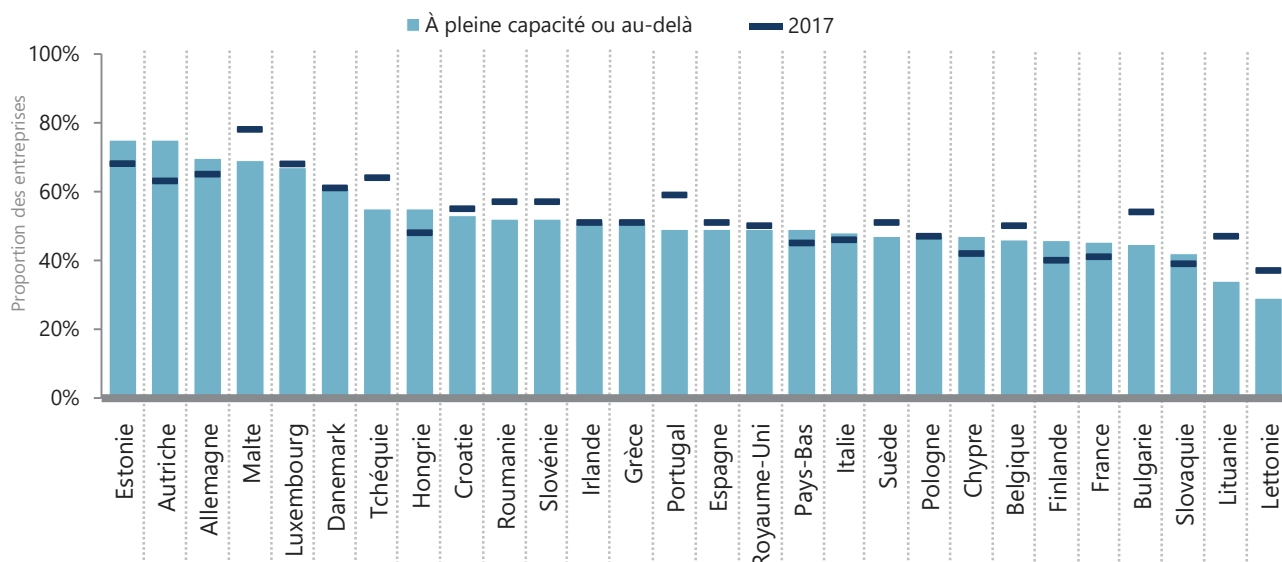
Trois entreprises sur quatre en Estonie et en Autriche (75 % pour les deux pays) déclarent avoir fonctionné à pleine capacité ou au-delà – et environ sept entreprises sur dix en Allemagne (70 %) et à Malte (69 %). Comme lors de l'enquête précédente, les entreprises en Lettonie sont les moins susceptibles de fonctionner à pleine capacité ou au-delà (29 %).



Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte dans des conditions normales, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc. Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

## PROPORTION DES ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).



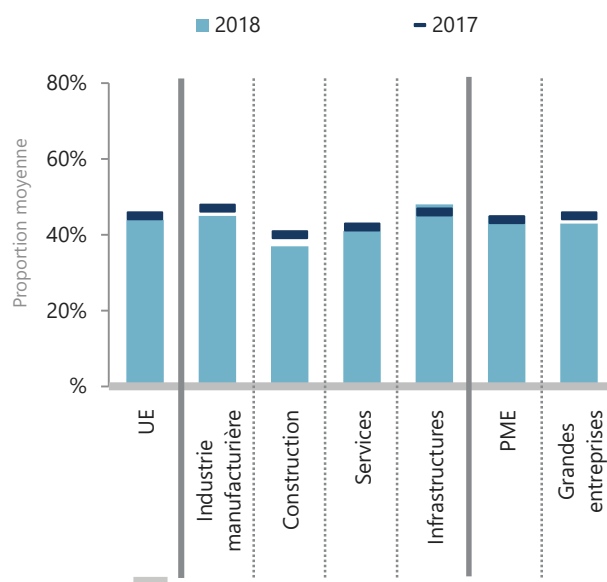
# BESOINS D'INVESTISSEMENT

## NIVEAU PERÇU DE LA MODERNITÉ DES MACHINES

Les entreprises de l'UE estiment qu'en moyenne, 44 % de leurs machines et équipements sont à la pointe de la technologie. Cette proportion est à peu près la même tant pour les PME que pour les grandes entreprises et correspond aux résultats ressortant des enquêtes EIBIS 2017 et EIBIS 2016.

Sur le plan sectoriel, la proportion de machines à la pointe va de 48 % pour les entreprises du secteur des infrastructures à 37 % pour les entreprises du secteur de la construction.

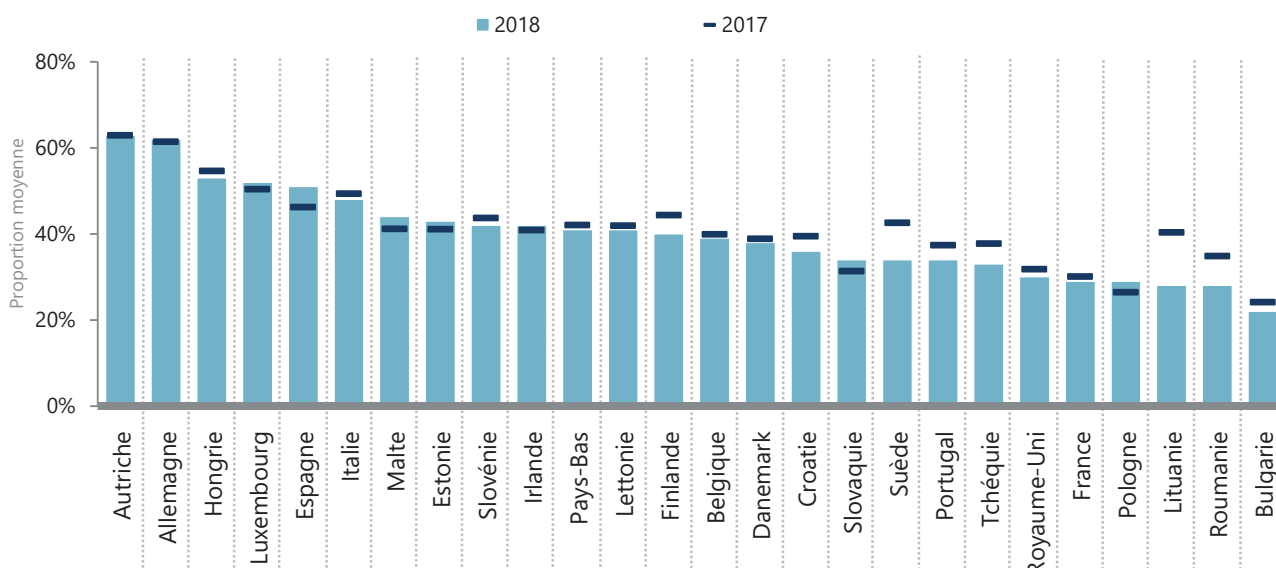
De tous les pays de l'UE, c'est en Autriche (63 %) et en Allemagne (62 %) que les entreprises font de nouveau état de la proportion la plus élevée de machines à la pointe, comme dans les enquêtes EIBIS 2017 et EIBIS 2016. À l'autre extrémité du spectre, les entreprises en Bulgarie font état de la proportion la plus faible de machines à la pointe (22 %), comme dans les deux précédentes vagues d'enquête.



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Selon vous, quelle proportion de vos machines et équipements, TIC compris, est, le cas échéant, de pointe ?

## NIVEAU PERÇU DE LA MODERNITÉ DES MACHINES PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Les données ne font pas apparaître la Grèce et Chypre car ces pays présentent des valeurs anormales à l'extrémité haute du spectre, ce qui est peut-être dû à une différence d'interprétation de la question.

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2018 : vue d'ensemble de l'UE

# BESOINS D'INVESTISSEMENT

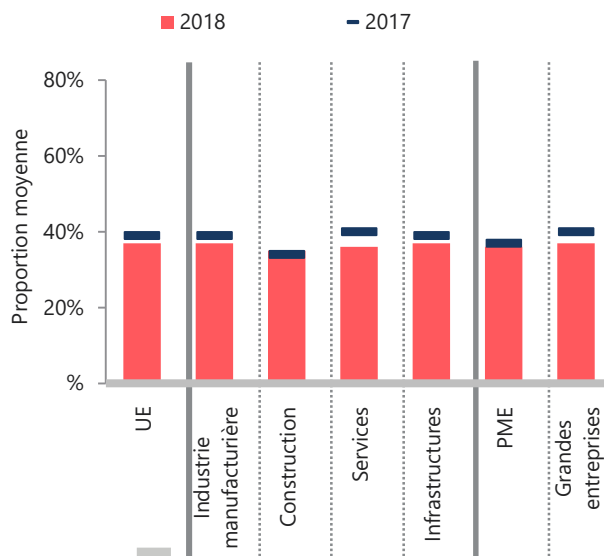
## NIVEAU PERÇU DE LA CONFORMITÉ DU PARC IMMOBILIER À DES NORMES ÉLEVÉES EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les entreprises estiment qu'en moyenne, 37 % de leur parc immobilier satisfait à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique, une proportion inférieure aux résultats des enquêtes EIBIS 2017 et EIBIS 2016. Les entreprises du secteur de la construction font état d'une proportion légèrement inférieure à celle d'autres secteurs (35 %), ce qui correspond aux résultats ressortant de l'enquête EIBIS 2017 (34 %).

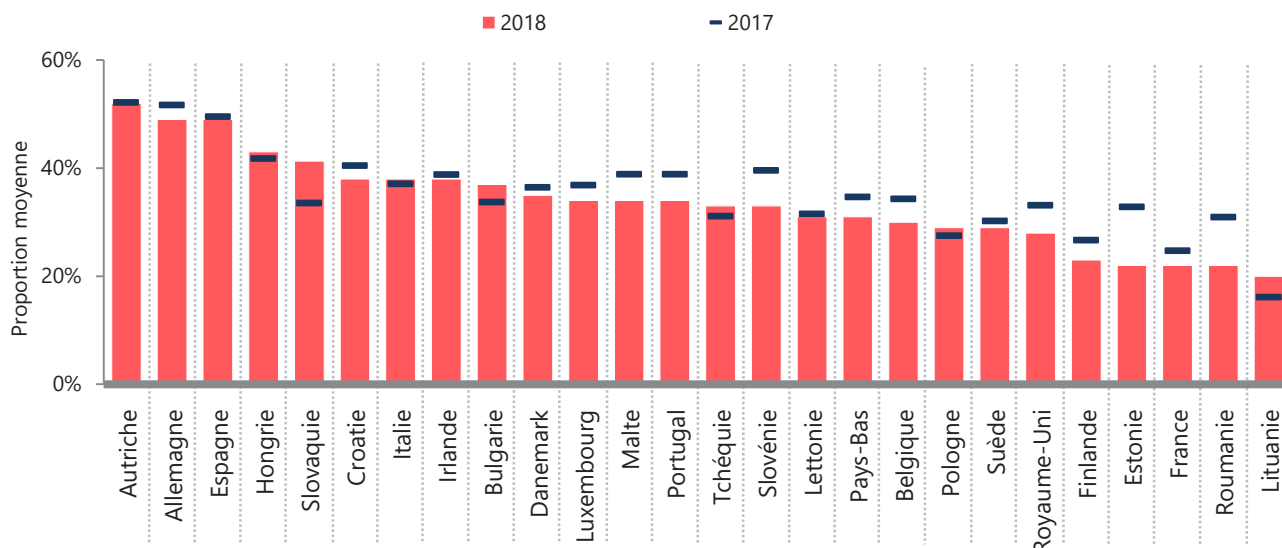
Comme pour les deux précédentes enquêtes (EIBIS 2017 et EIBIS 2016), les proportions indiquées diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre. La proportion du parc immobilier commercial considéré comme satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique est la plus importante pour les entreprises en Autriche (52 %), en Allemagne (49 %) et en Espagne (49 % également). La proportion du parc immobilier considéré comme satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique est la plus faible pour les entreprises en Lituanie (20 %).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle proportion de votre parc immobilier commercial satisfait, le cas échéant, à des normes élevées ou aux normes les plus élevées en matière d'efficacité énergétique ?



## NIVEAU PERÇU DE LA CONFORMITÉ DU PARC IMMOBILIER À DES NORMES ÉLEVÉES EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR PAYS

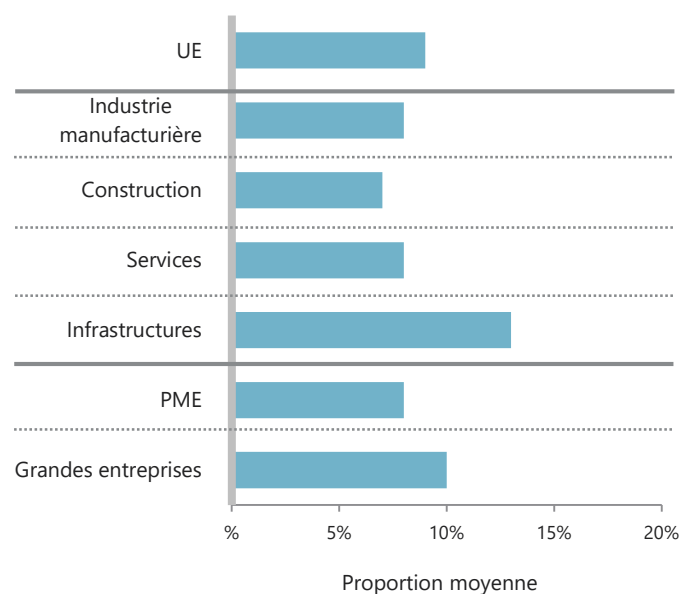


Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Les données ne font pas apparaître la Grèce et Chypre car ces pays présentent des valeurs anormales à l'extrémité haute du spectre, ce qui est peut-être dû à une différence d'interprétation de la question.

# BESOINS D'INVESTISSEMENT

## INVESTISSEMENT DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



Dans l'UE, les entreprises ont alloué en moyenne 9 % de leurs investissements à des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique.

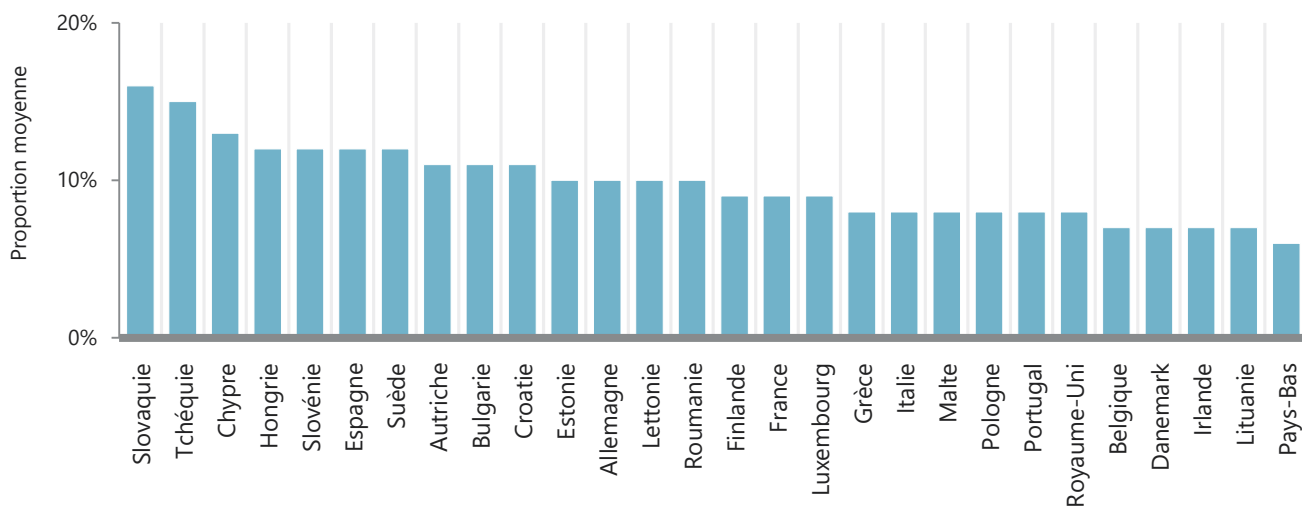
Des disparités sont constatées d'un secteur à l'autre; les entreprises du secteur des infrastructures ont consacré 13 % de leurs investissements à l'amélioration de l'efficacité énergétique, contre 7 % seulement pour les entreprises du secteur de la construction. Les entreprises de l'industrie manufacturière comme du secteur des services ont consacré 8 % de leurs dépenses d'investissement à l'amélioration de l'efficacité énergétique.

La proportion d'investissements alloués par les entreprises à des mesures d'efficacité énergétique est la plus élevée en Slovaquie (16 %), en Tchéquie (15 %) et à Chypre (13 %). À l'inverse, seuls 6 % des investissements des entreprises aux Pays-Bas vont principalement à des mesures d'efficacité énergétique.

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle est la proportion du total des investissements effectués au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

## INVESTISSEMENT DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# MOTEURS ET FREINS

## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME

Environ trois entreprises sur quatre (77 %) signalent le niveau de disponibilité d'une main-d'œuvre possédant des compétences adéquates comme un obstacle à l'investissement. Ce facteur était aussi cité comme le principal frein à l'investissement dans l'enquête précédente, mais la proportion des entreprises le mentionnant est en augmentation (72 % dans l'enquête EIBIS 2017).

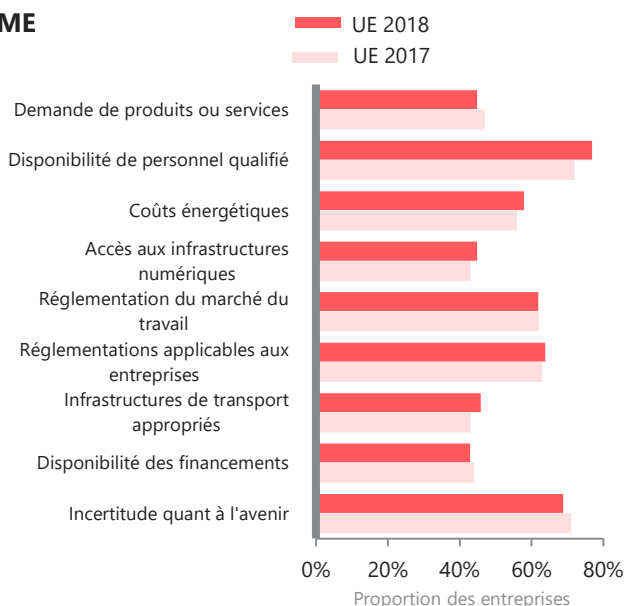
L'incertitude quant à l'avenir (69 %) est le deuxième obstacle majeur, comme dans l'enquête précédente, devant les réglementations applicables aux entreprises (64 %) et au marché du travail (62 %).

Si le niveau de disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est considéré comme le principal obstacle à l'investissement, tous secteurs et catégories d'entreprises confondus, il est plus fréquemment mentionné par les grandes entreprises (78 %) et les entreprises de l'industrie manufacturière et du secteur de la construction (79 % et 78 % respectivement).

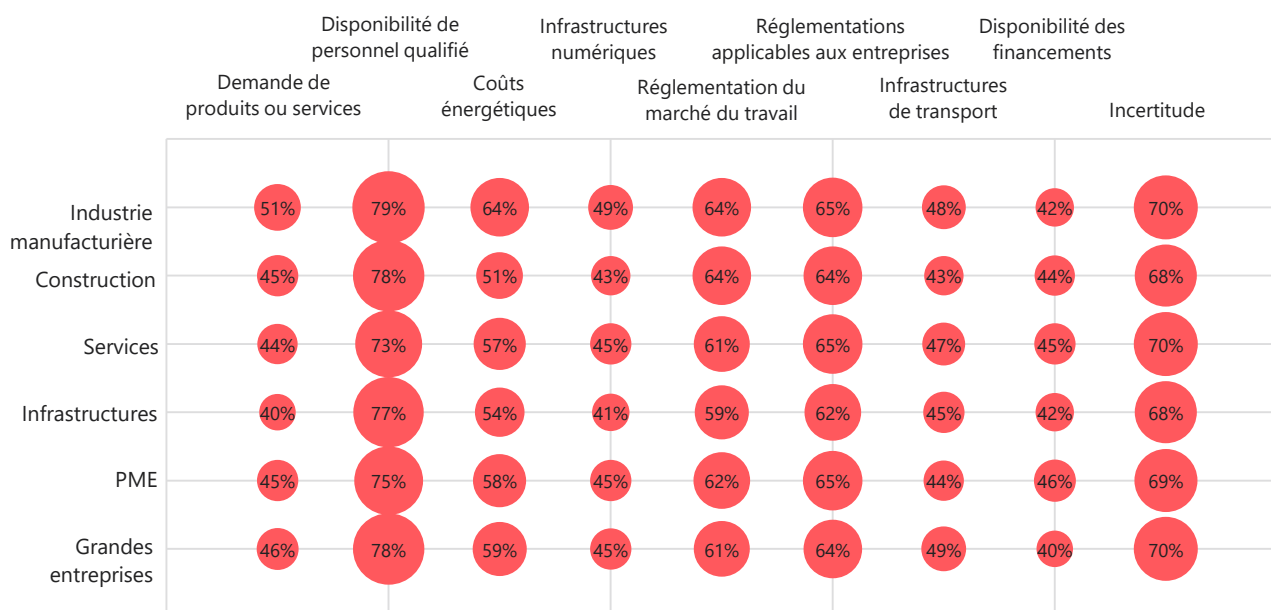
Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement en [nom du pays], dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.



## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



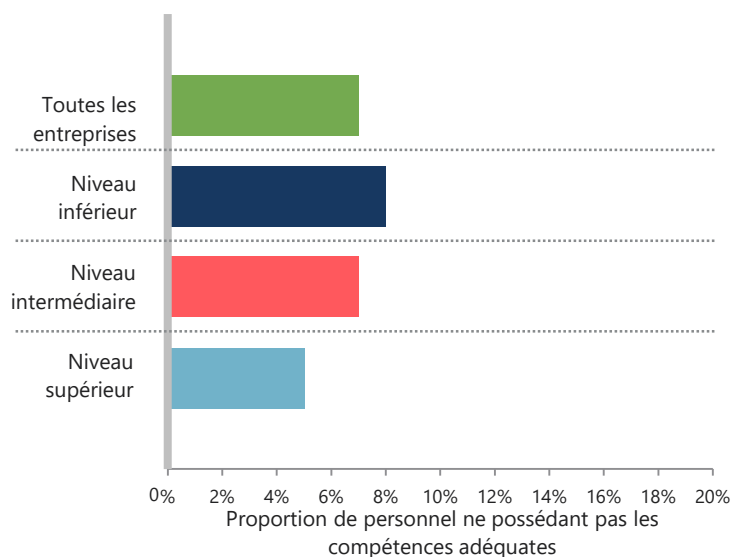
Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# MOTEURS ET FREINS

## INADÉQUATION PERÇUE DES COMPÉTENCES

Les entreprises au sein de l'UE estiment qu'en moyenne 7 % de leurs employés ne possèdent pas les compétences adéquates pour répondre aux besoins actuels de l'entreprise.

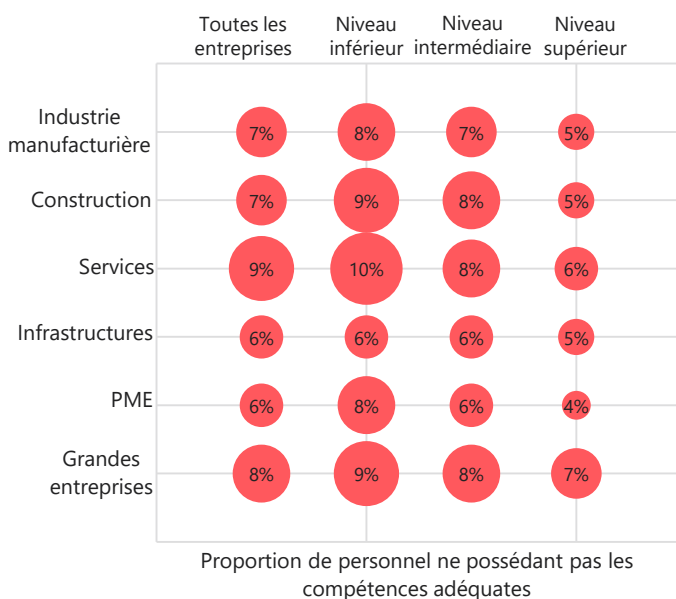
Ce pourcentage progresse à 8 % pour les employés occupant des postes de niveau inférieur, contre seulement 5 % pour les employés occupant des postes de niveau supérieur. Lorsque les entreprises mentionnent le manque de main-d'œuvre qualifiée comme un obstacle à l'investissement, elles semblent indiquer que des difficultés se forment au niveau du recrutement de nouveaux employés plutôt que du personnel en poste.



Échantillon : toutes les entreprises ayant des employés occupant des postes de niveau inférieur, intermédiaire et supérieur (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Combien de vos employés ne possèdent pas, selon vous, les compétences adéquates pour répondre aux besoins actuels de votre entreprise ?

## INADÉQUATION PERÇUE DES COMPÉTENCES PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



La proportion des employés considérés comme ne possédant pas les compétences requises pour le poste diffère selon le secteur et la catégorie d'entreprises. Par exemple, le niveau global d'inadéquation des compétences est le plus élevé dans le secteur des services (9 %) et parmi les grandes entreprises (8 %).

Si l'on tient compte uniquement du personnel occupant des postes de niveau inférieur, la proportion des employés considérés comme ne possédant pas les compétences requises est la plus élevée dans les entreprises du secteur des services (10 %) et dans les grandes entreprises (9 %).

L'inadéquation des compétences est la plus faible parmi les employés de PME occupant des postes de niveau supérieur (4 %).

Échantillon : toutes les entreprises ayant des employés occupant des postes de niveau inférieur, intermédiaire et supérieur (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Combien de vos employés ne possèdent pas, selon vous, les compétences adéquates pour répondre aux besoins actuels de votre entreprise ?

# FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Les entreprises dans l'UE s'appuient principalement sur des ressources internes (62 %) pour financer leurs investissements.

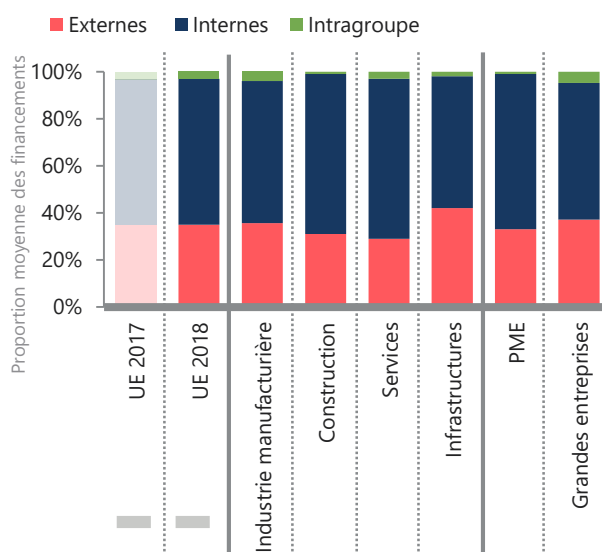
Ce sont les entreprises du secteur des infrastructures qui ont le plus recours aux financements externes (42 %), la proportion la plus faible étant le fait des entreprises du secteur des services (29 %).

La proportion de financements externes est la plus élevée dans les entreprises en France, en Italie et en Espagne (soit 56 %, 44 % et 39 % respectivement).

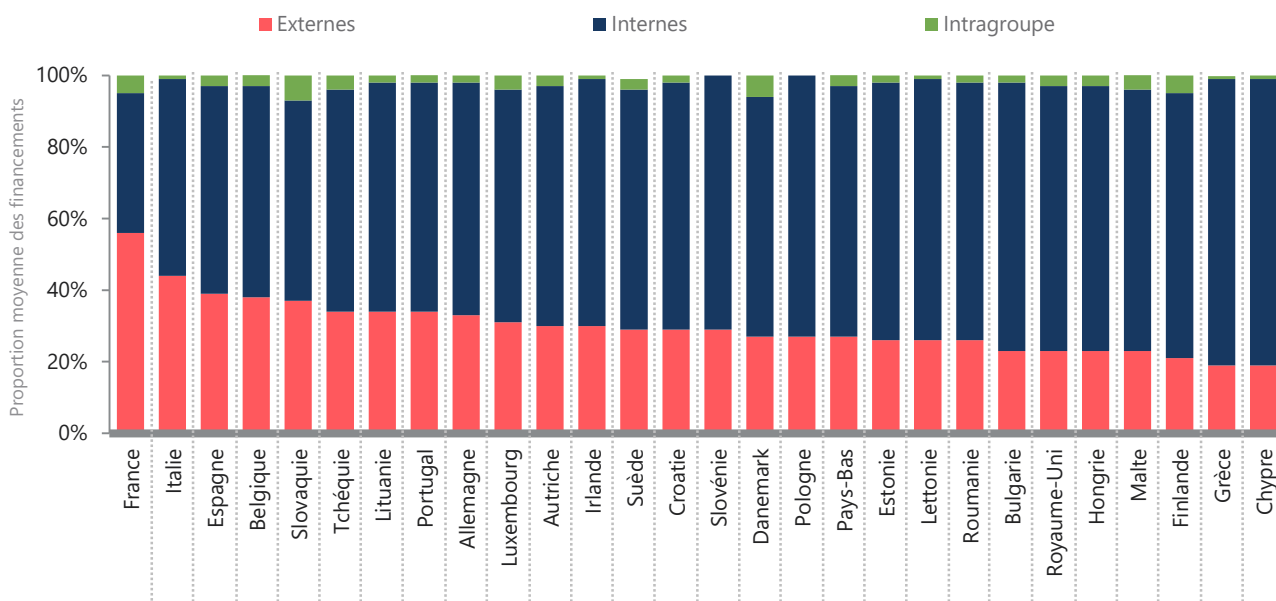
À l'inverse, la proportion de financements internes est la plus élevée dans les entreprises en Grèce, à Chypre et en Bulgarie (soit 80 %, 80 % et 75 % respectivement).

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?



## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

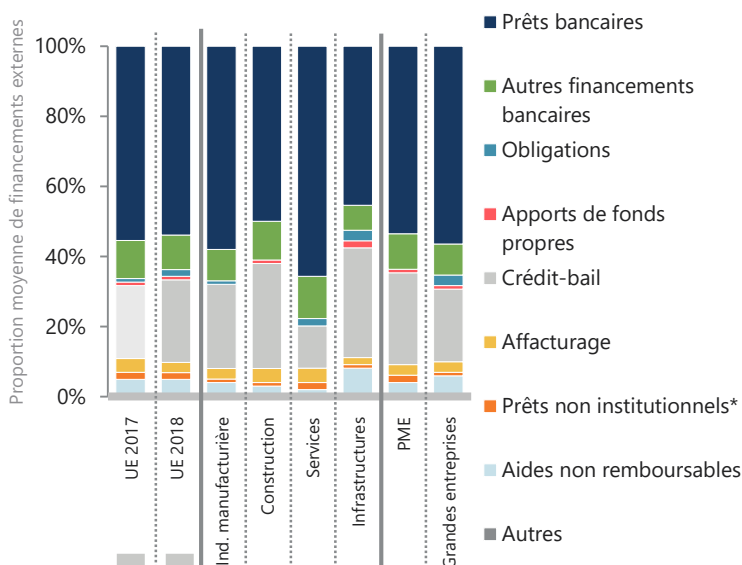
# FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

## TYPE DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉ POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les prêts bancaires représentent la plus grande partie des financements externes (55 %), suivis des crédits-bails (24 %). Cette répartition coïncide globalement avec les données des deux enquêtes précédentes.

Les prêts bancaires sont particulièrement répandus dans le secteur des services (65 %).

Les entreprises à Chypre indiquent que les prêts bancaires représentent la majeure partie de leurs financements externes, soit 93 %. La part des crédits-bails est plus importante que celle des prêts bancaires en Estonie, en Irlande et en Lettonie.

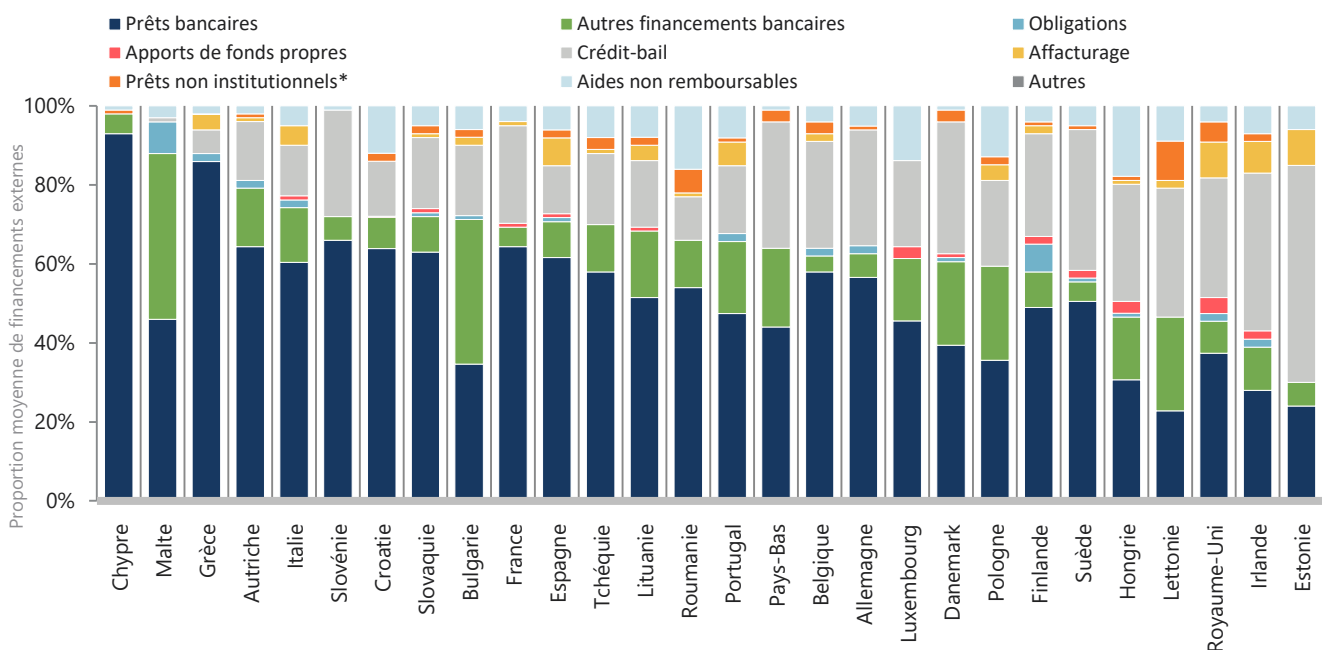


Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

\* Prêts consentis par la famille, des amis ou des partenaires d'affaires

## TYPE DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉ POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



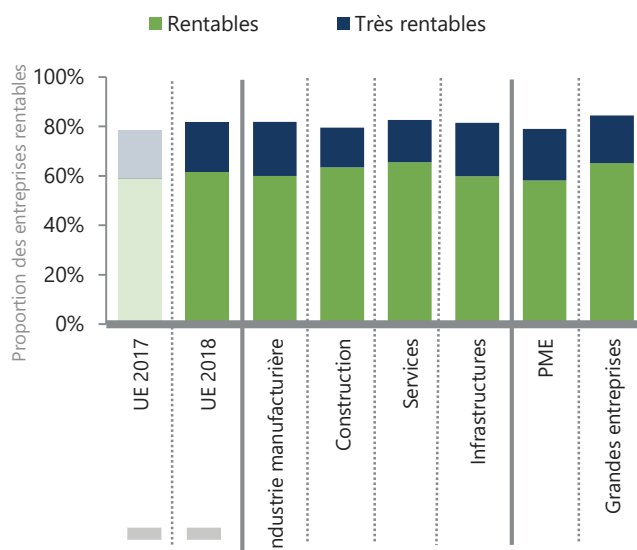
Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

## PROPORTION DES ENTREPRISES RENTABLES

Dans l'UE, plus de huit entreprises sur dix (82 %) indiquent avoir généré un bénéfice au cours du dernier exercice financier, en légère hausse par rapport aux résultats de l'enquête EIBIS 2017 (79 %). Les grandes entreprises (84 %) sont plus susceptibles d'être rentables que les PME (79 %).

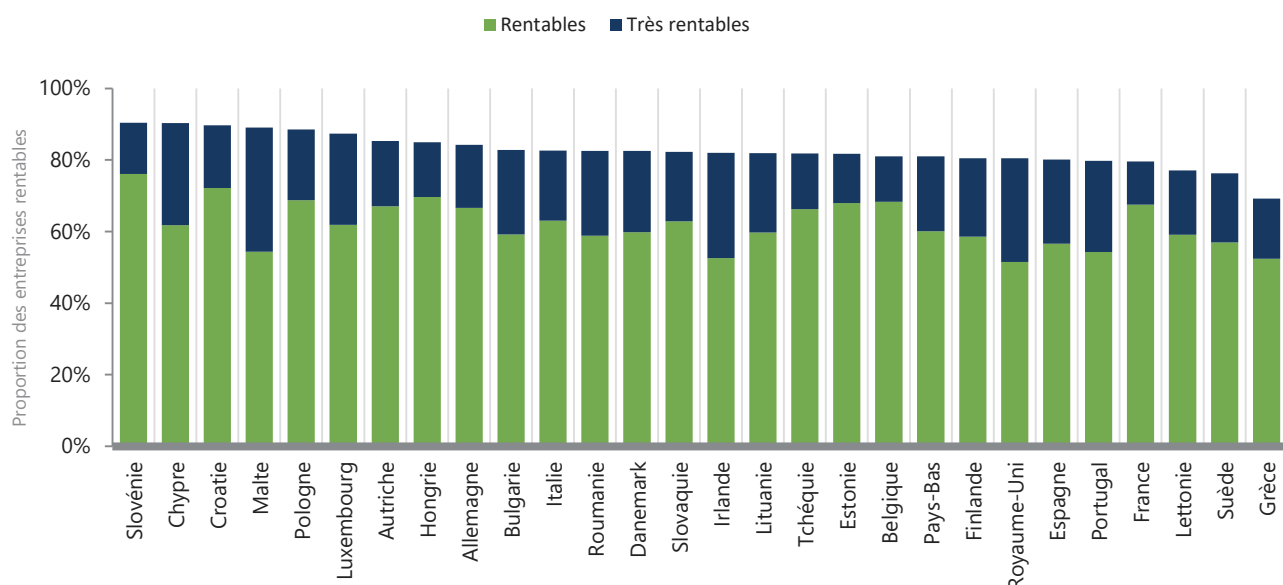
Neuf entreprises sur dix se disent rentables en Slovénie, à Chypre et en Croatie (90 % pour les trois pays), Malte et la Pologne suivant de près (89 % pour les deux pays). La proportion d'entreprises très rentables est la plus élevée à Malte (35 %), en Irlande, au Royaume-Uni et à Chypre (29 % pour tous ces pays). Les entreprises en Grèce sont les moins susceptibles d'être rentables ; moins de sept entreprises sur dix (69 %) font état d'un bénéfice.



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Si l'on tient compte de toutes les sources de revenu au cours du dernier exercice financier, votre entreprise a-t-elle généré un bénéfice ou une perte avant impôt, ou le résultat était-il nul ? Par entreprise « très rentable », on entend une entreprise qui affiche un ratio bénéfice/chiffre d'affaires supérieur à 10 %.

## PROPORTION DES ENTREPRISES RENTABLES PAR PAYS

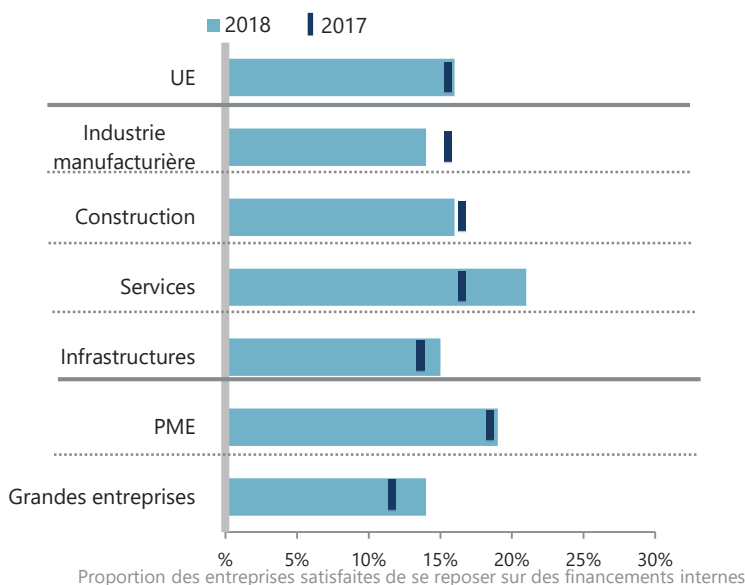


Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



# FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

## PROPORTION DES ENTREPRISES SATISFAITES DE SE REPOSER EXCLUSIVEMENT SUR DES SOURCES INTERNES POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS



Seize pour cent des entreprises dans l'ensemble de l'UE indiquent ne pas solliciter un financement externe principalement du fait qu'elles sont satisfaites de recourir à un financement interne ou qu'elles n'ont pas besoin d'un financement. Ce résultat concorde avec les données de l'enquête EIBIS 2017.

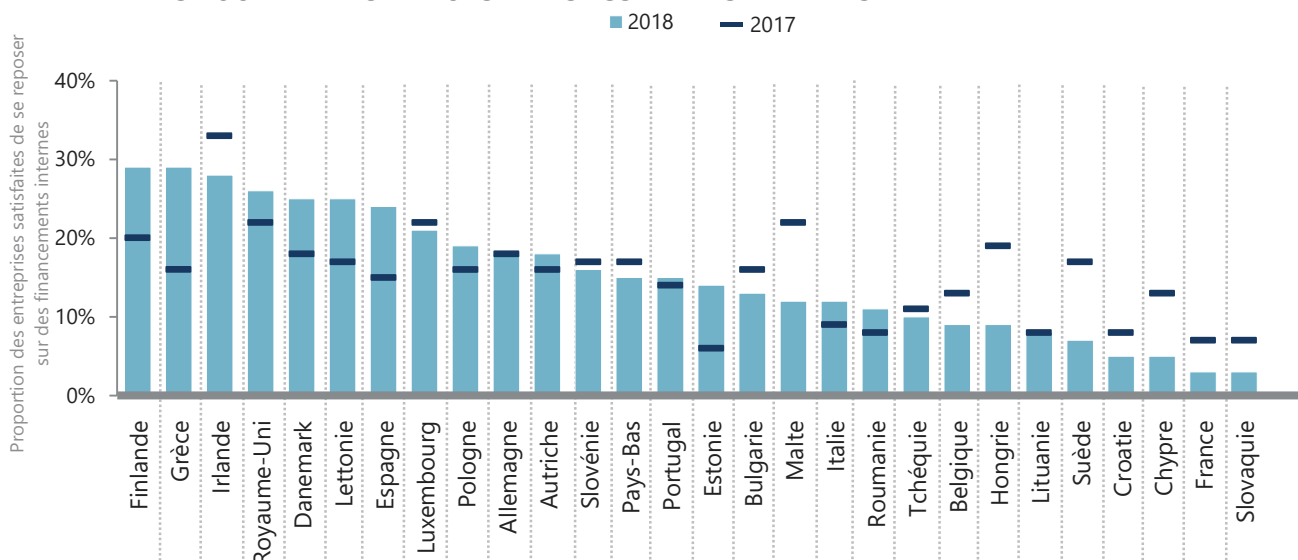
Les PME restent nettement plus susceptibles d'être satisfaites de recourir exclusivement à un financement interne que les grandes entreprises (19 % contre 14 %).

Environ 3 entreprises sur 10 en Finlande, en Grèce (29 % pour les deux pays) et en Irlande (28 %) se déclarent satisfaites de s'appuyer exclusivement sur des sources internes ; il s'agit là de la proportion la plus élevée de tous les pays de l'UE. À l'inverse, les entreprises en Slovaquie et en France sont les moins susceptibles d'être satisfaites de se reposer exclusivement sur des sources internes pour financer leurs investissements (3 % dans les deux pays).

Échantillon : toutes les entreprises.

Q. Quelle était votre motivation principale pour ne pas solliciter un financement externe pour vos activités d'investissement ? Nous étions satisfaits de recourir à un financement interne/nous n'avions pas besoin d'un financement (réponse spontanée).

## PROPORTION DES ENTREPRISES SATISFAITES DE SE REPOSER EXCLUSIVEMENT SUR DES SOURCES INTERNES POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

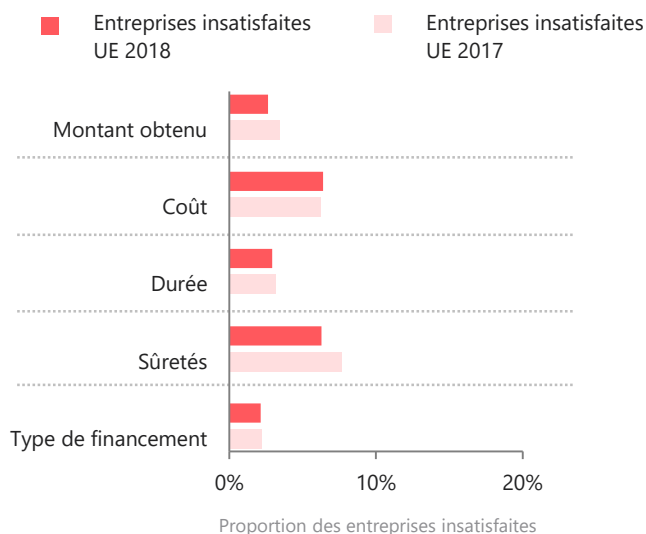
# DEGRÉ DE SATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS

## DEGRÉ D'INSATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS EXTERNES REÇUS

Parmi les entreprises de l'UE qui ont recours à des financements externes, une petite part n'est pas satisfaite à plusieurs égards : montant, coût, durée, sûreté ou type de financement reçu.

Le niveau le plus élevé d'insatisfaction parmi les entreprises de l'UE concerne la sûreté (6 %) et le coût (6 %) de ces financements externes.

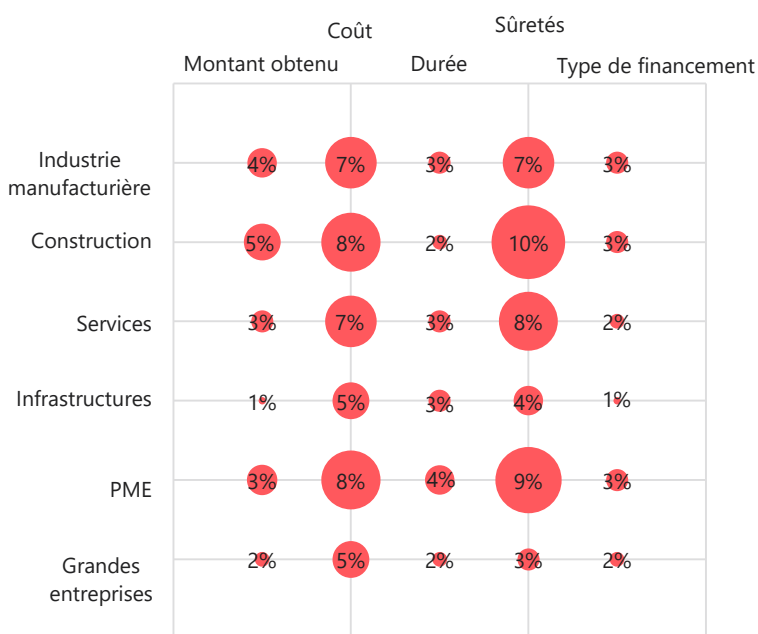
En général, la proportion des entreprises qui expriment leur insatisfaction quant au financement reçu correspond aux résultats ressortant de l'enquête EIBIS 2017. Ce constat souffre une exception : la proportion des entreprises qui expriment leur insatisfaction à l'égard des sûretés est passée de 8 % l'année dernière à 6 % cette année.



Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

## DEGRÉ D'INSATISFACTION PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Les PME sont trois fois plus susceptibles d'exprimer de l'insatisfaction à l'égard des exigences en matière de sûretés pour les financements externes que les grandes entreprises (9 % contre 3 %).

Huit pour cent des PME expriment de l'insatisfaction à l'égard du coût des financements externes, contre 5 % des grandes entreprises.

Les entreprises du secteur de la construction affichent des niveaux d'insatisfaction plus élevés que dans les autres secteurs, en particulier en ce qui concerne les exigences en matière de sûretés, mais ce n'est pas le cas pour la durée du financement.

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2018 : vue d'ensemble de l'UE

# DEGRÉ DE SATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS

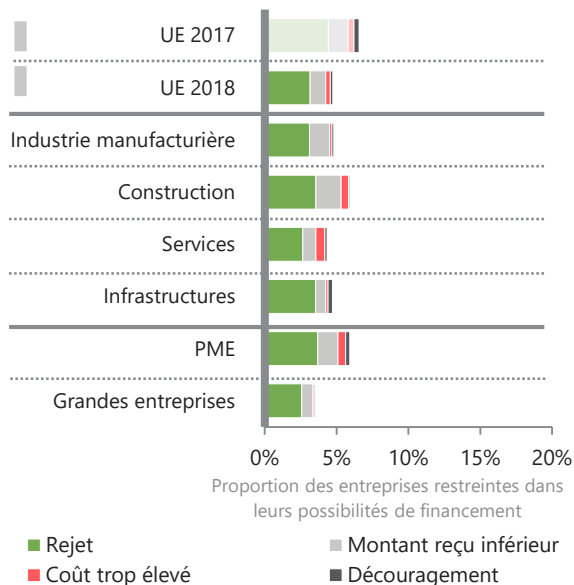
## PROPORTION DES ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

Cinq pour cent des entreprises de l'UE peuvent être considérées comme restreintes dans leurs possibilités de financements externes. Ce résultat est inférieur à celui de l'enquête EIBIS 2017 (7 %). Quatre pour cent des grandes entreprises et 6 % des PME sont considérées comme restreintes dans leurs possibilités de financements.

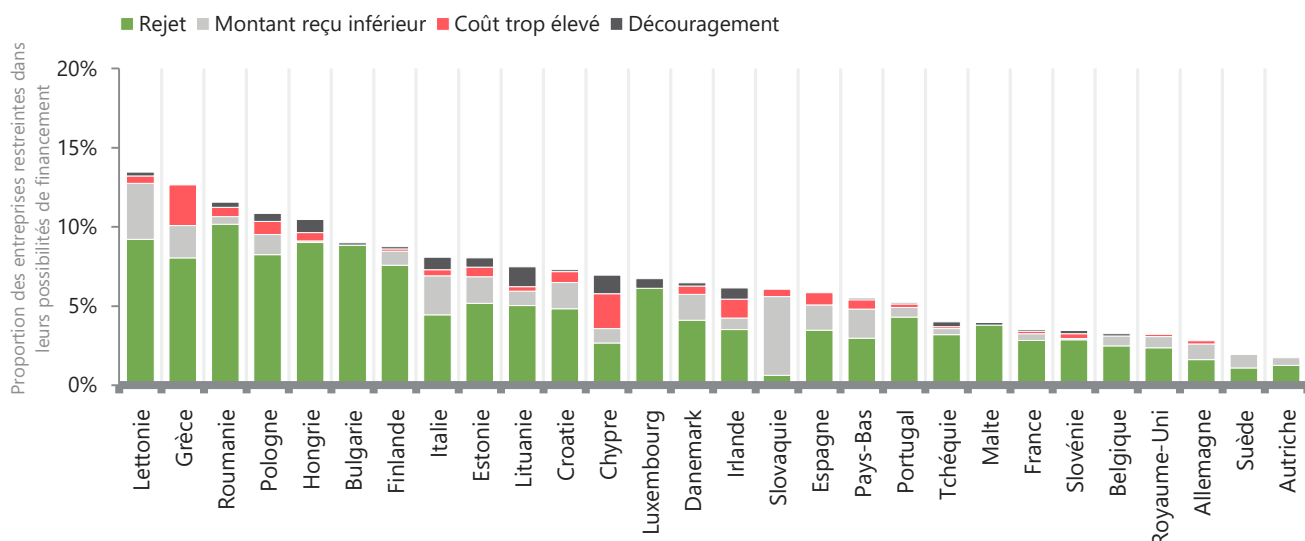
Les entreprises en Lettonie et en Grèce (13 % dans les deux pays) sont nettement plus susceptibles d'être restreintes dans leurs possibilités de financement que celles d'autres pays. Néanmoins, la proportion des entreprises restreintes dans leurs possibilités de financements diminue en Grèce, puisqu'elles étaient 18 % à relever de cette catégorie dans l'enquête EIBIS 2017.

Échantillon : toutes les entreprises.

Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en n'ont pas sollicités car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).



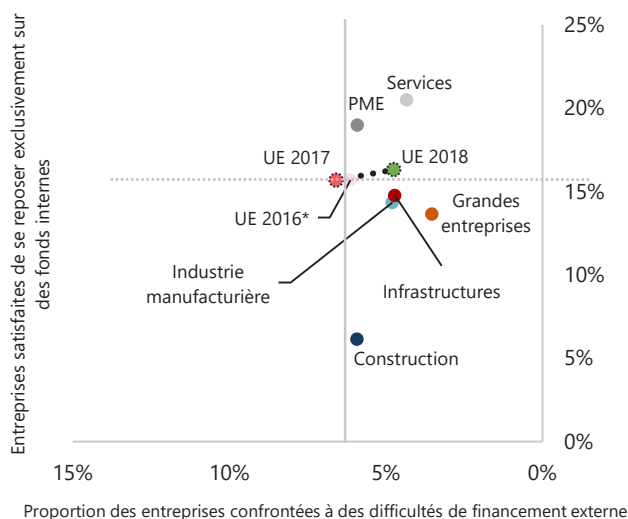
## PROPORTION DES ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

# DEGRÉ DE SATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS

## ADÉQUATION DU FINANCEMENT



Dans l'UE, 16 % des entreprises sont satisfaites de s'appuyer exclusivement sur des sources internes de financement et 5 % des entreprises sont restreintes dans leurs possibilités de financement externe.

Les grandes entreprises sont moins susceptibles d'une part d'être satisfaites de recourir exclusivement à un financement interne (14 %) et d'autre part d'être restreintes dans leurs possibilités de financement externe (4 %) par comparaison avec les PME (19 % et 6 % respectivement).

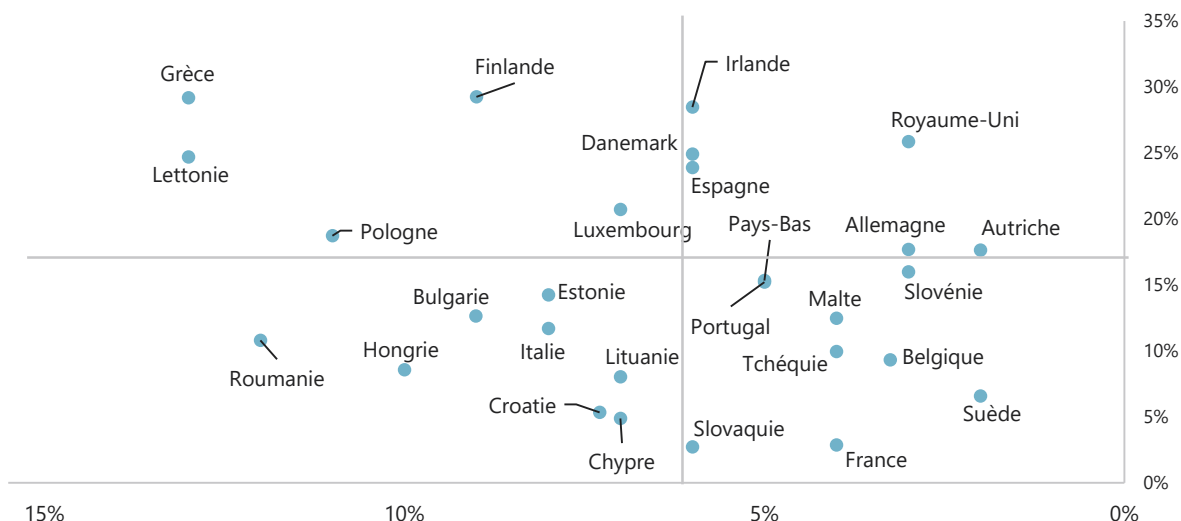
Échantillon : toutes les entreprises.

Données dérivées de l'indicateur de contrainte financière et des réponses des entreprises indiquant que leur raison première pour ne pas solliciter de financements externes était qu'elles étaient satisfaites de « recourir à un financement interne/n'avaient pas besoin d'un financement ».

Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

\* Estimation des contraintes de financement pour 2016 parmi les entreprises qui n'ont pas investi.

## ADÉQUATION DU FINANCEMENT PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

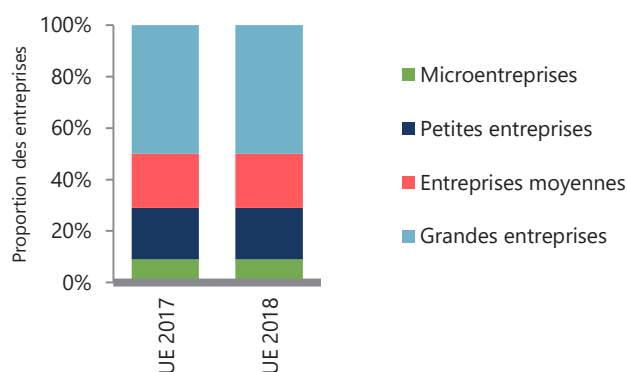
Données dérivées de l'indicateur de contrainte financière et des réponses des entreprises indiquant que leur raison première pour ne pas solliciter de financements externes était qu'elles étaient satisfaites de « recourir à un financement interne/n'avaient pas besoin d'un financement ».

Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2018 : vue d'ensemble de l'UE

# PROFIL DES ENTREPRISES

## CONTRIBUTION À LA VALEUR AJOUTÉE PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Les grandes entreprises (plus de 250 employés) représentent la moitié de la valeur ajoutée (50 %) dans l'UE. La part de la valeur ajoutée attribuable aux entreprises de taille moyenne (de 50 à 249 employés) est de 21 %. La part de la valeur ajoutée apportée par les petites entreprises (de 10 à 49 employés) est du même ordre (20 %). Les microentreprises (moins de 10 employés) représentent 9 % de la valeur ajoutée. Ces proportions sont exactement les mêmes que dans l'enquête précédente.

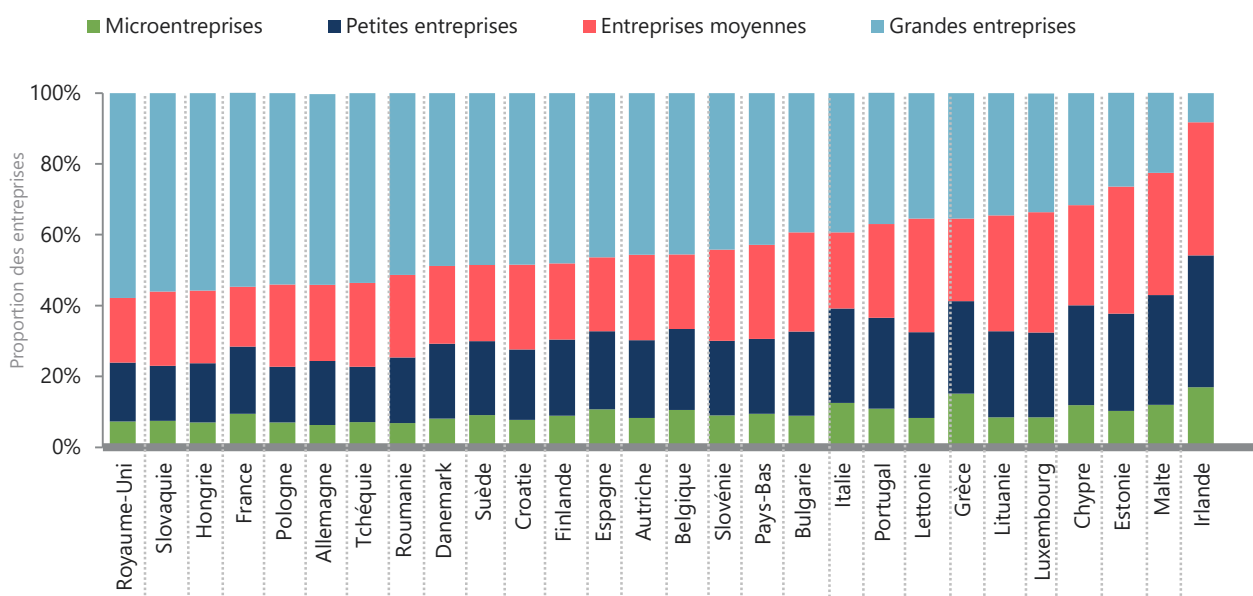
La contribution à la valeur ajoutée des grandes entreprises est la plus élevée au Royaume-Uni (58 %), en Slovaquie et en Hongrie (56 % dans ces deux pays). À l'inverse, c'est en Irlande (8 %)\* et à Malte (23 %) que la contribution à la valeur ajoutée des grandes entreprises est la plus faible.

Échantillon : toutes les entreprises.

Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à une catégorie particulière dans la population d'entreprises prise en considération, c'est-à-dire toutes les entreprises d'au moins 5 employés actives dans les secteurs couverts par l'enquête. Microentreprises : 5 à 9 employés ; petites entreprises : 10 à 49 employés ; entreprises de taille moyenne : 50 à 249 employés ; grandes entreprises : plus de 250.

\* La part de l'Irlande est bien plus élevée mais elle est plafonnée à des fins d'efficacité de la pondération.

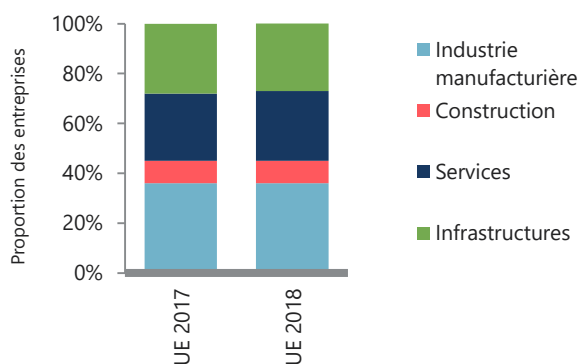
## RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES ET PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

# PROFIL DES ENTREPRISES

## CONTRIBUTION À LA VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR



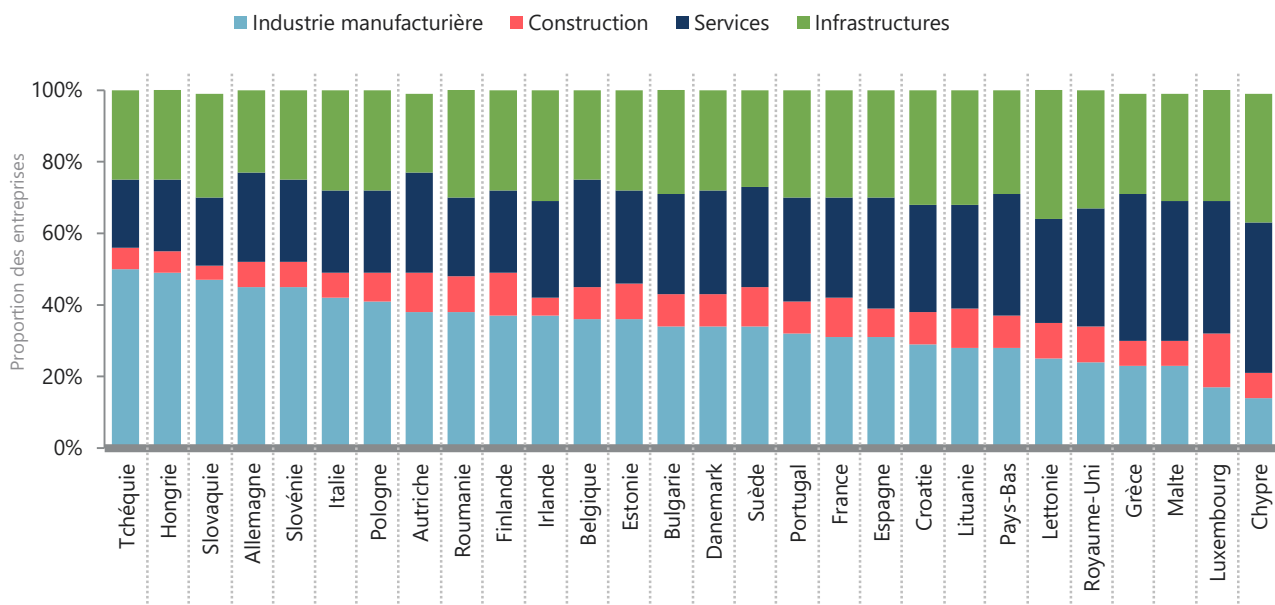
L'industrie manufacturière représente plus d'un tiers de la valeur ajoutée (36 %) dans l'UE. La contribution à la valeur ajoutée des entreprises du secteur des infrastructures représente 28 %, comme celle des entreprises du secteur des services, tandis que celle des entreprises du secteur de la construction est de 9 %. Ces proportions sont les mêmes que dans l'enquête EIBIS 2017.

Les entreprises de l'industrie manufacturière représentent environ la moitié de la valeur ajoutée en Tchéquie (50 %), en Hongrie (49 %) et en Slovaquie (47 %).

Échantillon : toutes les entreprises.

Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un secteur particulier dans la population d'entreprises prise en considération,

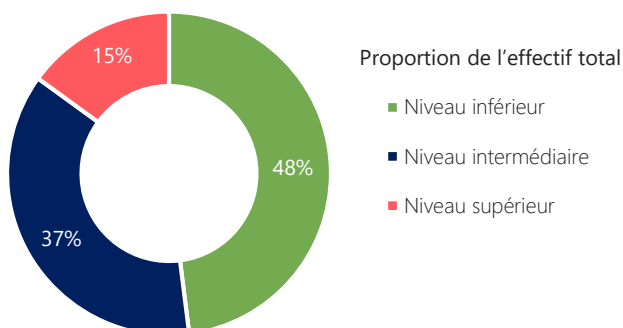
## RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR ET PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises.

# PROFIL DES ENTREPRISES

## RÉPARTITION DES EMPLOYÉS PAR NIVEAU DE POSTE OCCUPÉ



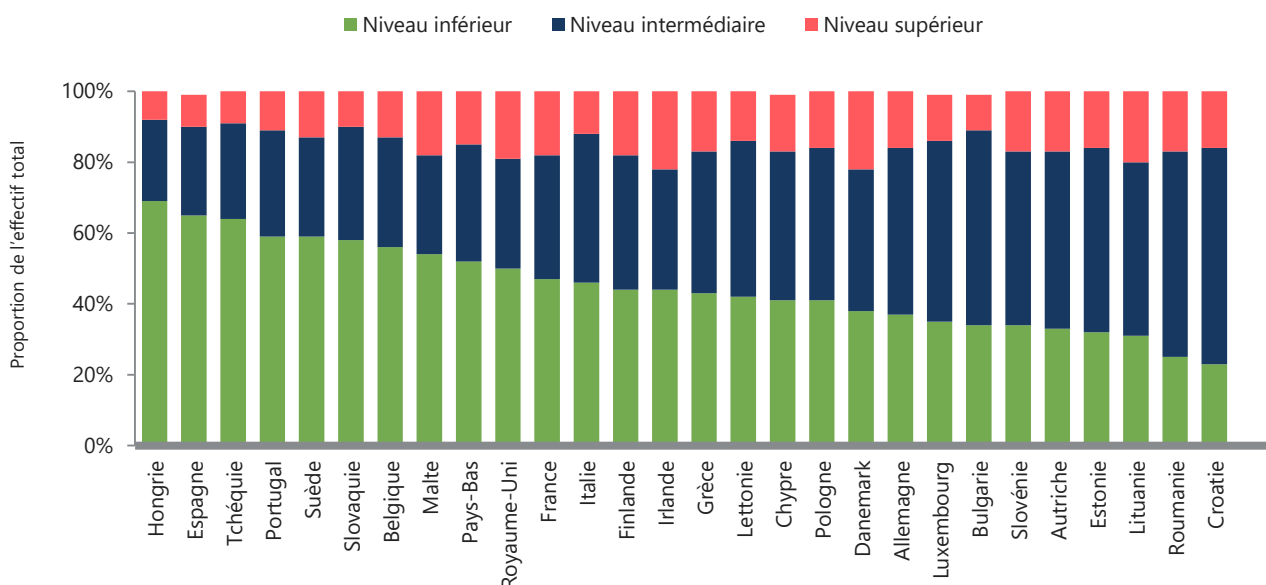
Les entreprises de l'UE indiquent que la moitié environ (48 %) de leur effectif total occupe des postes de niveau inférieur. L'autre moitié de l'effectif est composée d'employés occupant des postes de niveau intermédiaire (37 %) et de niveau supérieur (15 %).

Les pays dans lesquels les entreprises font état des proportions les plus élevées d'employés occupant des postes de niveau inférieur sont la Hongrie (69 %), l'Espagne (65 %) et la Tchéquie (64 %).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Combien environ de vos employés, tous sites confondus, occupent des postes...?

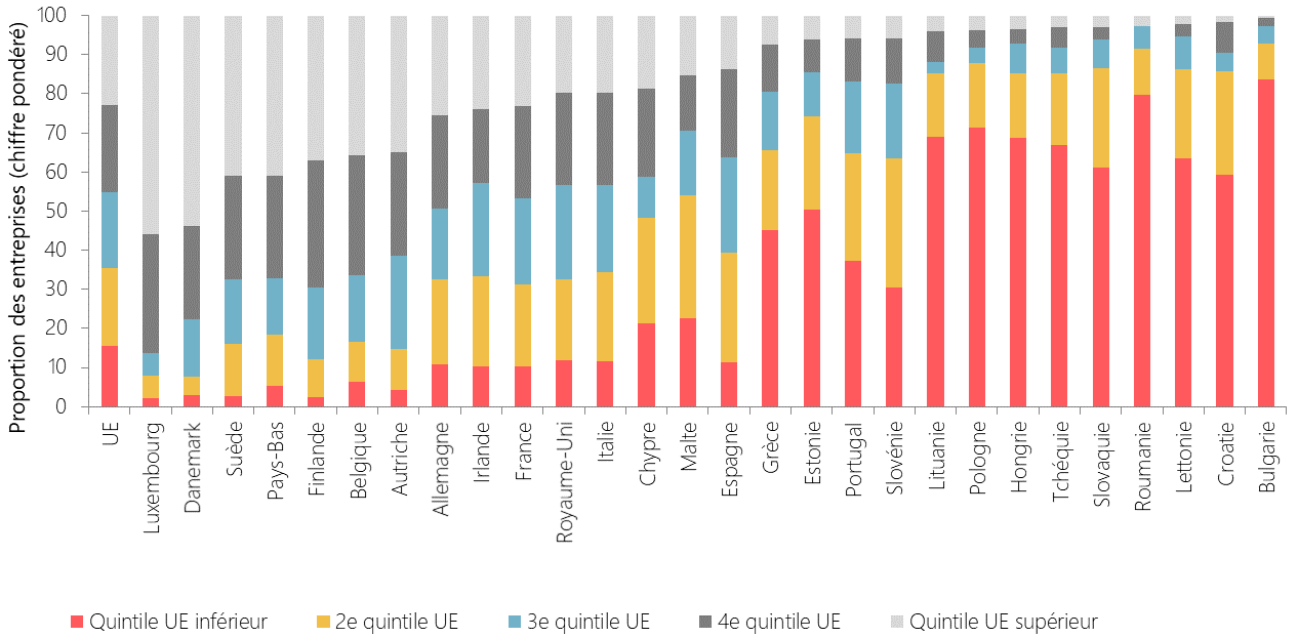
## RÉPARTITION DES EMPLOYÉS PAR NIVEAU DE POSTE OCCUPÉ ET PAR PAYS



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# PROFIL DES ENTREPRISES

## COMPARAISON DE LA PRODUCTIVITÉ ENTRE PAYS



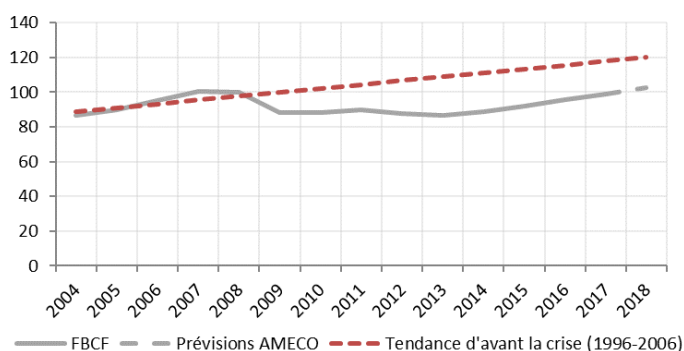
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont omis de répondre).

Proportion des entreprises en fonction du niveau de productivité (productivité totale des facteurs). Les niveaux de productivité sont définis sur la base de la totalité de l'échantillon européen.



# CONTEXTE D'INVESTISSEMENT MACROÉCONOMIQUE

## Dynamique d'investissement dans le temps



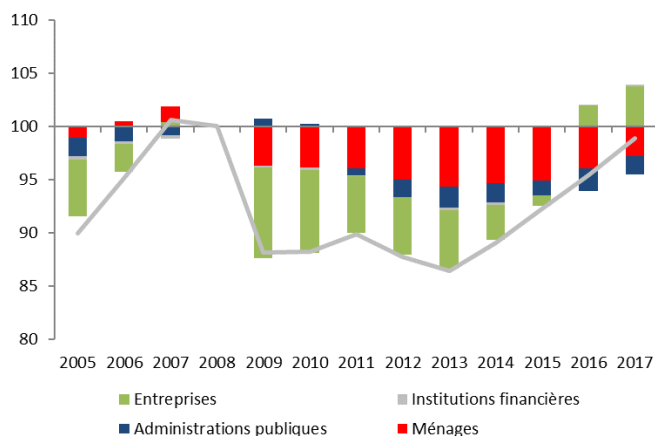
Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par rapport à la tendance d'avant la crise. Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Source : Eurostat.

En 2017, l'activité globale d'investissement a retrouvé les niveaux d'avant la crise.

Au regard de la tendance d'avant la crise, il subsiste toutefois un déficit important. Y remédier s'avère difficile compte tenu du ralentissement de la croissance potentielle de la production.

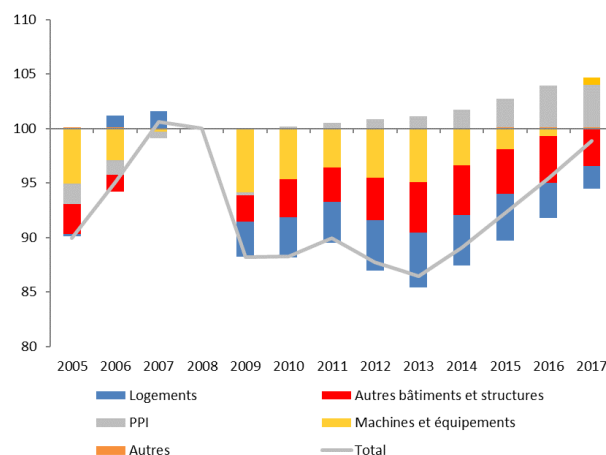
Le secteur des ménages et les investissements dans le logement et les autres bâtiments et structures demeurent les plus à la traîne par rapport aux niveaux d'investissement de 2008. Il n'en reste pas moins que la situation diffère sensiblement d'un pays à l'autre.

## Dynamique d'investissement par secteur institutionnel



Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par secteur institutionnel. Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Source : Eurostat.

## Dynamique d'investissement par classe d'actifs



Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par classe d'actifs. Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Les PPI sont les produits de propriété intellectuelle. Source : Eurostat.

# ENQUÊTE EIBIS 2018

## DÉTAILS TECHNIQUES POUR L'UE

### INTERVALLES DE TOLÉRANCE APPLICABLES AUX POURCENTAGES SE SITUANT AU NIVEAU INDIQUÉ OU S'EN RAPPROCHANT

Les données finales sont calculées en fonction d'un échantillon et non pour l'ensemble de la population d'entreprises dans l'UE de sorte que les pourcentages obtenus sont soumis aux intervalles de tolérance de l'échantillonnage. Ces derniers varient en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage concerné.

	UE 2018	UE 2017	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises	(Comparaison entre 2018 et 2017 dans l'UE)
	(12 355)	(12 338)	(3 619)	(2 625)	(3 070)	(2 876)	(10 384)	(1 971)	(12 355 contre 12 338)
10 % ou 90 %	1,0 %	1,0 %	1,7 %	2,0 %	2,0 %	1,9 %	0,9 %	1,8 %	1,4 %
30 % ou 70 %	1,5 %	1,5 %	2,7 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	1,4 %	2,7 %	2,1 %
50 %	1,7 %	1,6 %	2,9 %	3,3 %	3,3 %	3,1 %	1,5 %	3,0 %	2,3 %

### GLOSSAIRE

<b>Investissement</b>	Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures.
<b>Cycle d'investissement</b>	Il est déterminé en se basant sur les investissements attendus pendant l'exercice financier en cours par rapport à ceux du dernier exercice, ainsi que sur le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont supérieurs à 500 EUR par employé.
<b>Productivité</b>	La productivité totale des facteurs mesure l'efficacité avec laquelle une entreprise convertit les moyens qu'elle engage (capital et main-d'œuvre) en résultat (valeur ajoutée). Elle est estimée grâce à une analyse de régression sectorielle (en contrôlant pour les effets de chaque pays).
<b>Industrie manufacturière</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe C (industrie manufacturière).
<b>Secteur de la construction</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe F (construction).
<b>Secteur des services</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe G (commerce de gros et de détail) et du groupe I (hébergement et restauration).
<b>Secteur des infrastructures</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises des groupes D et E (services collectifs), du groupe H (transports et entreposage) et du groupe J (information et communication).
<b>PME</b>	Entreprises comptant entre 5 et 249 employés.
<b>Grandes entreprises</b>	Entreprises comptant au moins 250 employés.

# ENQUÊTE EIBIS 2018

## DÉTAILS TECHNIQUES POUR L'UE

**TAILLE DES ÉCHANTILLONS DE SONDAGE** (\* Graphique regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré)

Définition de l'échantillon et référence des pages	UE 2017-2018	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises
Toutes les entreprises, p. 3 4, 5, 12, 16, 20, 23, 24, 25, 26.	12 338-12 355	3 619	2 625	3 070	2 876	10 384	1 971
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 2.	11 839-11 790	3 466	2 525	2 905	2 738	9 960	1 830
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 6.	12 020-12 095	3 554	2 571	2 992	2 816	10 163	1 932
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 7.	10 321-10 126	3 035	2 135	2 446	2 374	8 488	1 638
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 8.	10 024-10 081	3 035	2 108	2 413	2 393	8 380	1 701
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9.	12 073-12 080	3 540	2 559	3 011	2 806	10 153	1 927
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier, p. 10.	10 889-10 873	3 253	2 293	2 624	2 557	9 050	1 823
Toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans), p. 11.	12 306-12 335	3 616	2 617	3 064	2 873	10 365	1 970
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 13.	11 919-11 957	3 505	2 540	2 968	2 787	10 098	1 859
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 14.	11 265-11 358	3 368	2 397	2 846	2 598	9 571	1 787
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 15.	n.d.-10 004	2 996	2 129	2 418	2 325	8 404	1 600
Toutes les entreprises ayant des employés occupant des postes de niveau supérieur et intermédiaire (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 17*.	n.d.-8 354	2 728	1 776	2 045	1 699	6 983	1 371
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 18.	9 131-9 030	2 539	2 011	2 189	2 171	7 749	1 281
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 19.	4 206-4 323	1 273	899	947	1 151	3 592	731
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 21.	10 778-10 865	3 221	2 305	2 649	2 545	9 093	1 772
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 22.	4 212-4 339	1 275	900	952	1 158	3 605	734
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 27.	n.d.-11 466	3 321	2 464	2 877	2 646	9 850	1 616











**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

**Economics Department**

✉ [economics@eib.org](mailto:economics@eib.org)  
[www.eib.org/economics](http://www.eib.org/economics)

**Information Desk**

☎ +352 4379-22000  
✉ [info@eib.org](mailto:info@eib.org)

**European Investment Bank**

98-100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg  
☎ +352 4379-1  
[www.eib.org](http://www.eib.org)

🐦 [twitter.com/EIB](https://twitter.com/EIB)

📘 [facebook.com/EuropeanInvestmentBank](https://facebook.com/EuropeanInvestmentBank)

📺 [youtube.com/EIBtheEUBank](https://youtube.com/EIBtheEUBank)

print: QH-06-18-251-FR-C ISBN 978-92-861-4161-4 doi:10.2867/59705  
digital: QH-06-18-251-FR-N ISBN 978-92-861-4166-9 doi:10.2867/361165  
eBook QH-06-18-251-FR-E ISBN 978-92-861-4162-1 doi:10.2867/594755

# Union européenne

Vue d'ensemble

## ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

# 2018